



ÉCOLE DE GUERRE

PROMOTION P32

2024 – 2025

LE STATUT GENERAL DES MILITAIRES :

ENTRE TRADITION ET MODERNITE



Commissaire principal Audrey MINARRO

Sous la direction du

Commissaire en chef de 2^{ème} classe Virginie VENTURA TEIXEIRA

DRH-MD/SD-FM/ Bureau des statuts

Le contenu et les conclusions de ce mémoire reflètent la pensée personnelle de son auteur. Ils n'engagent donc ni la responsabilité de l'Ecole de Guerre, ni celle de l'institution militaire ou du ministère des Armées.

Résumé

Pour reprendre les termes du général Pierre de Villiers, ancien chef d'État-Major des Armées (CEMA) : « *Le militaire est un homme de devoir, et son devoir est d'assurer la sécurité de la Nation, parfois au prix de sa vie* ».

Compte tenu de la singularité de la mission qui lui est confiée, un statut particulier encadre cet état militaire. Le statut général des militaires (SGM) repose sur un équilibre entre cinq sujétions fondamentales – le sacrifice, la neutralité, le loyalisme, la discipline et la disponibilité – et les compensations associées. Ces principes sont les piliers de la spécificité militaire et garantissent la cohésion et l'efficacité des armées. Si ces obligations sont demeurées constantes depuis 1972, les protections, garanties et compensations, qui en découlent, ont été largement accrues, dans le but d'améliorer la condition militaire. Ces évolutions visent à répondre à la professionnalisation de l'armée et à attirer des recrues tout en leur offrant des compensations à la hauteur des exigences imposées.

Cependant, bien que ces évolutions constituent des avancées considérables pour les militaires, elles ont également eu un effet secondaire : elles tendent à rendre le militaire moins singulier. Cela résulte d'un rapprochement progressif avec le droit de la fonction publique, d'une prise en compte accrue des aspirations personnelles des militaires, et de l'influence grandissante des normes européennes.

Dans un contexte géopolitique de plus en plus incertain, où la perspective d'un engagement majeur se dessine, le SGM se trouve parallèlement confronté à des enjeux toujours plus complexes et structurants, telles que les évolutions technologiques et sociétales, qui risquent de fragiliser l'équilibre qu'il incarne. La difficulté réside donc dans la capacité à garantir l'efficacité des armées tout en répondant aux mutations externes qui mettent à l'épreuve le statut. L'adaptation du SGM, tout en maintenant sa capacité à remplir ses missions, devient une nécessité, mais aussi un défi proche de l'impossible.

Une question centrale se pose alors : jusqu'où le SGM peut-il être adapté sans compromettre ses principes fondateurs ? Cette tension entre tradition et modernité, entre nécessité d'adaptation et maintien des exigences élevées, est au cœur de la réflexion portée par ce mémoire.

À travers une approche comparative, ce travail explore différentes hypothèses d'évolution du SGM. Sans affirmer de façon péremptoire, l'objectif est de lancer la réflexion, esquisser des solutions ou a minima des orientations, permettant de préserver l'intégrité du statut tout en répondant aux exigences du monde moderne, dans le respect de la mission première de défense nationale.

Abstract

As former Chief of the Defence Staff (CEMA) General Pierre de Villiers stated: “The soldier is a man of duty, and his duty is to ensure the security of the Nation, sometimes at the cost of his life.”

Given the uniqueness of the mission entrusted to them, a special status governs the military profession. The General Statute of the Military (GSM) is based on a balance between five fundamental obligations—sacrifice, neutrality, loyalty, discipline, and availability—and the compensations that accompany them. These principles form the foundation of military specificity, ensuring both the cohesion and effectiveness of the armed forces. While these obligations have remained constant since 1972, the protections, guarantees, and compensations derived from them have been significantly reinforced to improve military conditions. These developments aim to support the professionalization of the armed forces and attract recruits by offering them compensation commensurate with the demands of the profession.

However, although these changes have brought tangible benefits to service members, they have also had an unintended consequence: they tend to make the military less distinctive. This is due to a gradual alignment with civil service status, a growing consideration of individual aspirations, and the increasing influence of European regulations.

At the same time, in an increasingly uncertain geopolitical context, where the possibility of major engagement looms, the GSM faces new and complex structural challenges. Technological and societal shifts risk disrupting the delicate balance upon which the military status is built. The challenge, therefore, lies in maintaining the effectiveness of the armed forces while responding to external changes that test this status. Adapting the GSM while ensuring its continued ability to fulfill its mission has become both a necessity and an almost impossible challenge.

A central question arises: how far can the GSM evolve without compromising its fundamental principles? This tension between tradition and modernity, between the need for adaptation and the preservation of high military standards, is at the heart of this study.

Through a comparative approach, this research explores various hypotheses for adapting the GSM. Without asserting definitive solutions, its objective is to initiate reflection, outline potential solutions, or at the very least, suggest directions that would preserve the integrity of the statute while addressing the realities of the modern world, all while ensuring the military remains fully capable of fulfilling its primary mission: national defense.

*« La force de la cité ne réside ni dans ses remparts, ni dans ses vaisseaux,
mais dans le caractère de ses hommes »*,

Thucydide

Introduction

Promulgué pour la première fois en 1972, le statut général des militaires (SGM) est venu constituer un cadre normatif, unifiant plus de cinquante-trois textes législatifs et réglementaires épars, établissant ainsi un socle commun pour l'ensemble des militaires, qu'il s'agisse de militaires d'active, de réserve ou de fonctionnaires en détachement¹ et quels que soient leur armée, leur direction ou leur service².

Ce statut, intégré au sein du livre premier de la quatrième partie du code de la défense (CODEF), découle de l'article 34 de la Constitution qui précise les garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires civils et militaires de l'Etat. Le SGM définit donc l'état militaire, les devoirs et sujétions ainsi que les droits et garanties qui y sont associés. Il assure entre ces derniers un subtil équilibre et fixe également des règles de gestion.

Statut dérogatoire au droit de la fonction publique, il est conçu pour répondre aux exigences spécifiques et indissociables du métier des armes. En ce sens, l'article L.4111-1 du code de la défense dispose : *« l'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, discipline, disponibilité, loyalisme et neutralité. Les devoirs qu'il comporte et les sujétions qu'il implique méritent le respect des citoyens et la considération de la Nation »*.

Les évolutions du dernier quart de siècle avaient appelé à une révision du SGM, qui est intervenue en 2005. En effet, le changement de nature des conflits et les transformations de la société française ont induit des aménagements aux dispositions encadrant le statut. Les tensions géopolitiques du début des années 2000 ont conduit à une intensification des engagements extérieurs. Les militaires, confrontés à des situations de crise brouillant la distinction entre temps de paix et temps de guerre, ont ainsi vu le modèle d'armée se transformer, celui-ci devenant un modèle d'« armée d'emploi », en constante projection, aussi bien sur le territoire national qu'à l'étranger. A cela, s'ajoutait la suspension de la conscription depuis 1996. Ainsi, entre 1996 et 2002, les armées se sont professionnalisées. Ceci a fait apparaître des enjeux nouveaux liés à l'attractivité et à la fidélisation. Par ailleurs, la modification du rapport à l'autorité, le développement de la société de l'information, l'entrée massive des femmes dans le monde du travail, la multiplication des mouvements associatifs avaient constitué autant d'évolutions sociales à prendre en compte, exigeant la révision d'un statut *« jugé en partie anachronique et inadapté »*³. Cet état de fait nécessitait une modernisation des protections juridiques, des garanties sociales, ainsi qu'un renforcement des dispositifs encadrant la gestion des carrières et des responsabilités. Toutefois, les évolutions apportées ont plutôt marqué *« une volonté d'adaptation, plus que de refonte »*⁴, puisque derrière l'ambition de répondre à de nouveaux enjeux, demeurait avant tout la préservation des fondements de l'état militaire

*

« Cette année, les crises se sont superposées. Dans cet environnement, notre mission n'a pas changé : protéger la France et les Français en tout lieu, en tout temps, partout où c'est nécessaire »

¹ Magistrats détachés au sein de la direction des affaires pénales militaires (entité elle-même rattachée à la direction des affaires juridiques du ministère).

² PECHEUR, Bernard. Fonction militaire, état militaire et condition militaire. *Revue de la défense nationale*, mars 2018, n°808, pp.13-19.

³ PALAGOS, Jean-Michel, 2005. Le nouveau statut général des militaires. Paris : Lavauzelle. ISBN 2702512763.

⁴ DULAIT, André. Rapport sénatorial n°154, session ordinaire 2004-2005. 2005 : Rapport fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant statut général des militaires. SENAT.

et à chaque fois qu'il le faut. (...) Quoiqu'il arrive en 2025, nous devons être prêts. Cela nous demandera à tous discipline et exigence mais aussi imagination et détermination ». Ces mots sont ceux du Chef d'Etat-Major des Armées (CEMA), prononcés, lors de ses vœux aux armées. Il y souligne l'impérieuse nécessité pour les armées françaises de répondre aux menaces actuelles, toujours plus complexes et imprévisibles, et dont le succès repose surtout sur les hommes et femmes qui en constituent les rangs. Nul doute que la robustesse du SGM se trouve ainsi directement liée à la légitimité et à l'efficacité de l'action des armées.

Si le SGM ne peut-être immuable, il n'en demeure pas moins que les caractéristiques fondamentales du militaire, ses spécificités irréductibles, posent la question des limites de son évolution. A l'aube du vingtième anniversaire de ce statut rénové, le présent mémoire est l'occasion d'une réflexion sur les défis qui s'imposent au SGM et qui l'interrogent de nouveau. Ce dernier apparaît se retrouver une fois encore face au dilemme de la conciliation de la tradition et de la modernité.

Le SGM, en tant qu'héritage du passé, incarne la tradition car il se fonde sur des valeurs transmises au sein de l'institution militaire, souvent porteuses d'une charge symbolique forte. Les sujétions militaires, telles qu'elles y sont définies, s'inscrivent pleinement dans cette continuité historique. Cependant, le SGM a dû et doit se moderniser, se modeler aux évolutions en intégrant de nouvelles réalités géopolitiques, technologiques et sociétales. Si elles sont apparemment antagonistes, la tradition et la modernité sont pourtant inhérentes au SGM. La réforme de 2005 en est l'illustration topique : elle a concilié l'adaptation du statut aux exigences contemporaines. La tradition et la modernité, considérées isolément, tout autant que combinées, sont constitutives d'épreuves auxquelles les armées doivent se confronter. En écho aux propos du CEMA, la célébration de son vingtième anniversaire doit inciter à faire preuve d'imagination et d'inventivité.

*

Consciente des enjeux liés à cette réflexion, les armées questionnent à nouveau le SGM, comme l'illustre le colloque ministériel prévu cette année, à l'initiative de la direction des ressources humaines du ministère (DRH-MD) et qui se tiendra au Conseil d'Etat⁵. Cette séquence a vocation à s'interroger sur les nouveaux enjeux qui viennent directement ébranler le SGM.

Aussi, convient-il de se demander dans quelle mesure le SGM peut-il conjuguer son héritage, constitutif de l'essence même du militaire, avec les contingences du moment dont il ne peut se départir ? Sans faire table rase du passé, il s'agit de maintenir un équilibre délicat entre les sujétions imposées par la condition militaire et les compensations qui en découlent, ce qui revient à opérer des rapprochements avec la société civile tout en maintenant la spécificité militaire.

A cet effet, la première partie s'attachera à examiner les caractéristiques fondamentales qui définissent l'identité du militaire. L'objectif sera de comprendre les raisons pour lesquelles certaines obligations sont imposées et les contreparties qui en découlent. Fort de ces constats, il sera alors temps d'analyser les évolutions qu'a connues le statut, cherchant à répondre aux attentes des militaires, mais également du législateur et des institutions européennes, en tentant de sauvegarder le fragile équilibre sur lequel il repose. Pour finir, la présente étude abordera le tournant décisif auquel le SGM est actuellement confronté, lui imposant de prendre en compte des défis dé(structurants), tout en se demandant jusqu'où peuvent aller ses évolutions sans compromettre son équilibre.

⁵ Note n°0001D24014303/ARM/SGA/DRH-MD/SR-RH/SDFM/NP du 19/12/2024, à destination du directeur du cabinet civil et militaire du ministre des Armées et des Anciens combattants, relative à l'organisation d'un colloque à l'occasion des 20 ans du statut général des militaires.

*

Ce mémoire s'appuie sur une analyse documentaire comprenant le CODEF, des textes de niveaux législatif et réglementaire, des rapports institutionnels, ainsi que des travaux académiques.

Afin d'élargir les perspectives, des échanges ont également eu lieu avec des officiers internationaux et des militaires de la gendarmerie, issus de la 32ème promotion de l'Ecole de Guerre. Toutefois, l'approche comparative avec les armées étrangères n'a pas permis de tirer de conclusions significatives.

Compte tenu de la contrainte de temps liée à cet exercice, le choix a été fait de limiter le nombre d'entretiens en privilégiant l'exploitation de la documentation existante (notes, fiches d'états-majors) et de certaines conférences dispensées durant la scolarité au cours desquelles des témoignages ont pu être recueillis.

Par ailleurs, l'accès à certaines données chiffrées, notamment sur les départs anticipés, a constitué une difficulté. Pour contourner cette limitation, plusieurs enquêtes d'opinions et sondages ont été conduits auprès de militaires (en service ou ayant quitté l'institution) identifiés compte tenu de leur profil ou parcours, mais également de citoyens aléatoirement rencontrés.

Partie 1 - Le statut général des militaires ou la définition des caractéristiques inhérentes du militaire

Le militaire est au service de l'Etat, au sein des armées. Afin de protéger la France et les Français, défendre et sauvegarder les intérêts supérieurs de la Nation, il est celui qui met en œuvre la Force. L'accomplissement de cette mission extraordinaire sous-tend une spécificité de l'état militaire, exigeant un cadre juridique et des sujétions exorbitants du droit commun.

En 1972, la loi n° 72-662 portant statut général des militaires définit les particularités de l'état militaire en ces termes : « *L'état militaire exige en toute circonstance discipline, loyalisme et esprit de sacrifice* »⁶. Trente-trois ans plus tard, la loi de 2005 portant modification du SGM conserve ces mêmes dispositions. Comme le précise Guy Teissier, rapporteur à l'Assemblée nationale, « *la rédaction de l'article premier n'a été que marginalement modifiée, affirmant une continuité évidente entre les deux lois portant statut* »⁷. Cinq piliers figurant à l'article L.4111-1 du CODEF témoignent de ces caractéristiques inhérentes et invariables de l'état militaire : le sacrifice suprême, la neutralité, le loyalisme, la discipline et la disponibilité⁸. Le fait qu'ils n'aient pas varié entre les statuts de 1972 et 2005, dates respectivement du premier statut et de sa version actuelle, ne tient pas qu'à des positions de principe : ces fondements intangibles contribuent à la cohérence et l'efficacité des armées.

En contrepartie, compte tenu de ces obligations et sujétions imposées par le SGM, les militaires « *méritent le respect des citoyens et la considération de la Nation* »⁹ et bénéficient, dès lors, de protections, garanties et compensations qui leurs sont propres. Alors que le statut militaire est souvent réduit à un ensemble d'obligations, il repose sur un équilibre entre les devoirs imposés et les droits accordés. Ces deux aspects sont indissociables : si les obligations venaient à être réduites, les avantages et droits associés en seraient nécessairement affectés.

A- Des exigences comme creuset de la spécificité militaire

Le SGM pose un cadre juridique exorbitant et contraignant qui fonde la spécificité militaire.

Pour s'en convaincre, il est notamment possible de faire référence aux articles L.4121-1 à L.4121-8 du CODEF, qui définissent les modalités d'exercice des droits civils et politiques, démontrant la place particulière du militaire au sein de la société. En effet, il existe d'importantes restrictions aux libertés fondamentales que seuls les militaires connaissent et pour lesquelles, il est d'ailleurs à noter que l'article 11 de la convention européenne des droits de l'homme concède aux Etats la possibilité de restrictions légitimes¹⁰.

Afin de préserver le sens et la bonne exécution de la mission, certaines libertés « traditionnelles » sont restreintes (ainsi en est-il de la liberté de circulation ou de l'usage de moyens de

⁶ Loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires.

⁷ TEISSIER, Guy. Rapport parlementaire n°1969. 2004 : Rapport fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n°1741) portant statut général des militaires. ASSEMBLEE NATIONALE.

⁸ L'article L.4111-1 du code de la défense dispose : « *l'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, discipline, disponibilité, loyalisme et neutralité* ».

⁹ Article L.4111-1 du CODEF, précité.

¹⁰ Article 11 CEDH : « *L'exercice de ces droits (liberté de réunion et d'association) ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'Etat* ».

communication), tandis que d'autres sont prohibées (il est possible de mentionner ici l'interdiction de se syndiquer, de faire grève ou encore d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique).

Leur raison d'être est directement liée aux obligations fondatrices de l'essence militaire. Il serait donc presque déraisonnable d'invoquer la spécificité militaire sans analyser les cinq piliers qui en forment les fondations. Si chacun d'entre eux a une signification qui lui est propre, il n'en demeure pas moins que ces différents aspects sont complémentaires et interdépendants. La mission est la pierre angulaire qui les unit : le sacrifice suprême la rend singulière, la neutralité et le loyalisme la préservent, alors que la discipline et la disponibilité en permettent la bonne conduite.

1) Le sacrifice et le sacrifice suprême, fondements d'une mission singulière

« Il n'y a de grand parmi les hommes que le poète, le prêtre et le soldat, l'homme qui chante, l'homme qui bénit, l'homme qui sacrifie et se sacrifie ». Par ces mots, Baudelaire contribue à mettre en lumière la singularité et la grandeur du métier des armes.

Ce principe, l'article L.4111-1 du CODEF le traduit en ces termes : « l'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême ».

Il se conçoit comme la capacité à accepter le sacrifice (entendu comme un effort volontairement produit, une peine volontairement acceptée afin d'accomplir un dessein) mais aussi comme le libre consentement d'accepter sa mort, ainsi qu'à exercer une violence légitime, pouvant conduire à donner la mort¹¹.

Durant ses années à la tête des armées françaises en tant que CEMA, le Général de corps d'armée F. Lecointre a d'ailleurs largement exposé le concept de « singularité militaire »¹².

Le terme a parfois été critiqué, en dehors de l'institution militaire car pouvant être interprété comme une forme de corporatisme, voire de condescendance vis-à-vis des acteurs publics civils. Et pourtant, il mérite d'être valorisé car il n'est que le marquant d'une réalité factuelle. La compréhension de ce rapport à la mort est primordiale, c'est elle qui justifie cette singularité que l'on ne retrouve que dans le service de son pays par les armes. La mort de l'ennemi devient plus juste à proportion du risque accepté sur sa propre vie¹³.



Il n'est d'ailleurs pas inintéressant de remarquer que l'étymologie du sacrifice renvoie au « fait de rendre sacré ». L'esprit de sacrifice et le succès de la mission sont intimement liés : la dimension sacrée de la vie face à l'usage de la Force et la sacralité de la mission qu'il faut accomplir.

En outre, le sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, conditionne la réussite des armées. En effet, là où l'acceptation du sacrifice n'existe pas, le succès est hors de portée et malgré les perfectionnements techniques, le soldat demeure le vecteur de la victoire ou de la défaite.

¹¹ Comme le rappelle le Général d'armée H. Bentégeat (CEMA de 2002 à 2006), « le métier des armes est, par nature, fondé sur l'acceptation, si la mission l'exige, de la mort ou de la blessure pour soi et sur la dérogation exclusive et terrible de pouvoir les infliger à un adversaire au nom de la France ».

¹² Note n°D-21-001018/ARM/EMA/ESMG/NP du 21/02/2021 portant compte-rendu de la séance plénière du groupe d'orientation de la stratégie militaire du 11/01/2021. « Comment garantir l'efficacité des armées par l'affirmation d'une singularité mesurée et positive ? ».

¹³ PELLABEUF, Arnaud (colonel). Sans esprit de sacrifice, personne ne peut faire ce métier. *Revue de la Gendarmerie Nationale*, 2021, 4^{ème} trimestre, pp.33-38.

2) *La neutralité et le loyalisme, garants de la préservation de l'action*

Le militaire français est porteur d'une éthique, fondée sur des valeurs de neutralité et de loyalisme. Ces principes ne se contentent pas seulement de structurer l'action militaire, ils en préservent également le sens, évitant qu'elle ne soit dévoyée. En effet, la puissance concédée aux forces armées doit être utilisée non pour des intérêts particuliers mais pour l'intérêt général.

a) La neutralité au service de l'impartialité de l'action

S'il s'agit d'un principe largement usité au sein de la fonction publique impliquant que la liberté d'opinion ne puisse s'exprimer qu'en dehors du service¹⁴, il revêt une dimension autre pour le militaire puisqu'il lui interdit l'adhésion à des associations ou groupements à caractère politique¹⁵.

Elle vise à assurer une impartialité stricte, notamment sur les plans politique et religieux afin de garantir que l'action militaire demeure au service exclusif de l'intérêt national. En se positionnant ainsi au-dessus des clivages et des conflits internes à la société civile, la cohésion interne des armées et sa légitimité auprès des citoyens en ressortent préservées. Elle évite également que l'action militaire puisse être récupérée ou instrumentalisée à des fins politiques.

b) Le loyalisme, reflet d'une éthique saluée

Le loyalisme, en tant qu'attachement dévoué à une cause, constitue quant à lui une autre pierre angulaire de l'éthique des armées. Il matérialise l'engagement et l'attachement sans faille des militaires envers le pouvoir étatique, favorisant une soumission stricte à l'intérêt national. Pour le matérialiser, les contrats d'engagement portent d'ailleurs les mentions « avec honneur et fidélité »¹⁶.

Ainsi que le souligne Michèle Alliot-Marie, dans la préface de l'ouvrage La réforme du statut général des militaires, cette exigence est nécessaire pour les gouvernants, qui y trouvent une garantie d'efficacité dans l'emploi des armées, notamment lors d'opérations extérieures.

Le loyalisme est un héritage de l'histoire, qui se lit à travers la défiance de la Troisième République envers une armée qui avait participé au coup d'Etat de 1851 ou encore à travers les conséquences du putsch d'Alger de 1961.

Il contribue à façonner une identité commune, prenant appui sur des valeurs partagées et un sens profond de l'honneur.

c) Le devoir de réserve, une application directe

La neutralité et le loyalisme concourent directement à l'application du devoir de réserve, une notion développée dans un article rédigé par Claire Legras, alors directrice des affaires juridiques du ministère¹⁷.

¹⁴ Article L.4121-2 du CODEF : « *Les opinions ou croyances, notamment philosophiques, religieuses ou politiques, sont libres. Elles ne peuvent cependant être exprimées qu'en dehors du service et avec la réserve exigée par l'état militaire. Cette règle s'applique à tous les moyens d'expression. Elle ne fait pas obstacle au libre exercice des cultes dans les enceintes militaires et à bord des bâtiments de la flotte.* »

¹⁵ Article L.4121-3 du CODEF : « *Il est interdit aux militaires en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique* ».

¹⁶ ASSIER-ANDRIEU, Jean, 2020. *La trace du soldat : recherche d'une narration*. Paris : Editions de l'Ecole de Guerre. ISBN 978-2356730831.

¹⁷ LEGRAS, Claire. *Du devoir de réserve des militaires*. *Inflexions*, avril 2018, n°39.

Ce devoir impose aux militaires de s'abstenir de toute expression publique susceptible de compromettre leur impartialité ou de porter atteinte à la cohésion des forces armées. En préservant leur neutralité et leur engagement éthique, les militaires assurent ainsi la crédibilité de leurs actions aux yeux des citoyens et renforcent le lien de confiance entre les forces armées et la Nation qu'elle protège. Le devoir de réserve n'est pas une obligation de silence mais bien l'expression d'un respect profond envers les institutions de la République et une reconnaissance des responsabilités liées au statut militaire. Cette discipline morale garantit que les militaires demeurent des serviteurs exemplaires de l'intérêt général, au service de la paix et de la sécurité nationale.

3) *La discipline et la disponibilité, au service de la bonne conduite de la mission*

Discipline et disponibilité constituent deux leviers indispensables, qui se renforcent mutuellement, pour concrétiser les objectifs en actions efficaces.

a) *La discipline comme vecteur de succès*

La discipline est un gage de l'efficacité collective mais est également la garantie que l'usage de la force sera mesuré et maîtrisé.

Il ressort de l'article D.4137-1 du CODEF que : « *Le service des armes, l'entraînement au combat, les nécessités de la sécurité et la disponibilité des forces exigent le respect par les militaires d'un ensemble de règles qui constituent la discipline militaire, fondée sur le principe d'obéissance aux ordres. Le militaire adhère à la discipline militaire, qui respecte sa dignité et ses droits. La discipline militaire répond à la fois aux exigences du combat et aux nécessités de la vie en communauté. Elle est plus formelle dans le service qu'en dehors du service, où elle a pour objet d'assurer la vie harmonieuse de la collectivité.* »

Si la lecture de l'article est en-elle-même éclairante pour en comprendre les intérêts (tant sur le plan opérationnel que pour la vie en collectivité), il est également possible de se convaincre de sa pertinence en observant l'histoire militaire, qui regorge d'exemples illustrant son importance sur le succès ou l'échec des batailles. Selon les termes d'A. Tachon, « *les armées gagnent avec des troupes disciplinées* »¹⁸.

Dans un article paru en 1917, L. Madelin, homme politique français, revient sur la genèse de cette sujétion¹⁹. Il y explore l'évolution de la discipline militaire dans les armées françaises, avec un accent particulier sur la période révolutionnaire. Héritée de l'Ancien Régime, l'armée française était rongée par l'indiscipline, où, dans ses rangs, les soldats, souvent issus des marges de la société, manquaient de cohésion. Cette faiblesse a conduit aux désastres militaires de Rossbach (1757)²⁰ ou aux débâcles de 1792 face à la Prusse, pendant lesquelles des troupes indisciplinées, notamment à Tournai et Neerwinden, ont provoqué le massacre de militaires à cause de leur fuite. Face à ces défaites humiliantes, des réformes d'ordre juridique, visant la discipline, ont été entreprises, comme en témoigne la promulgation de trois lois entre 1791 et 1792²¹, consacrant l'obligation de discipline

¹⁸ TACHON, Alexandre, 2019. Désobéissance. Paris : Editions de l'Ecole de Guerre. ISBN 978235673056-5.

¹⁹ MADELIN, Louis. Les armées de la Révolution et la discipline. *Revue des deux mondes*, 1917, pp.756-785.

²⁰ La bataille de Rossbach, pendant la guerre de Sept Ans, a eu lieu en Saxe le 5 novembre 1757. Elle a opposé l'armée prussienne du roi Frédéric II aux troupes franco-impériales du roi Louis XV et de l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche. Malgré un avantage numérique important (41 000 contre 22 000 hommes), l'armée franco-impériale est défaite, notamment en raison des cas d'indiscipline et de désertion. Frédéric II avait d'ailleurs écrit dans un billet à l'envoyé de Hanovre près la cour de Vienne : « *L'armée de France a eu l'air de m'attaquer le 5 de ce mois, mais elle ne m'a pas fait cet honneur, s'étant enfuie, sans que je la puisse joindre, dès la première décharge de mes troupes* ».

²¹ La loi du 25 mars 1791, puis celle du 25 janvier 1792, votées par l'Assemblée Législative, sont venues accentuer l'emprise du pouvoir civil, affirmant la primauté de celui-ci sur le pouvoir militaire. En outre, un

des militaires, ainsi que la création de cours martiales. Ces dispositifs légaux, combinés à l'action de figures comme Carnot, Dumouriez, et Danton, ont instauré une discipline qui se voulait éclairée et rigoureuse, fondée sur le civisme et le respect de la hiérarchie. Ces réformes, faisant de la discipline l'expression de l'exercice du commandement et créatrice de cohésion dans les rangs, ont ainsi transformé les soldats. Ceci s'est traduit par des victoires décisives telles qu'à Valmy (1792), Jemmapes (1792), et Fleurus (1794). Depuis cette période, l'importance de la discipline comme vecteur de succès et sujétion militaire incontournable n'a pas été remise en cause.

b) La disponibilité comme caution de l'esprit de la mission

Intégrée comme un pilier des Grandeurs et servitudes du métier militaire évoquées par Alfred de Vigny²² et dépassant le principe de mobilité géographique à laquelle sont soumis les militaires, la disponibilité est l'engagement permanent du militaire, qui peut être appelé à servir en tout temps, en tout lieu et en toute circonstance. Elle repose essentiellement sur un état d'esprit propre au monde militaire : privilégier l'accomplissement de la mission plutôt que raisonner en termes de temps de travail.

« La notion de disponibilité (...) devenue hautement symbolique »²³ est intrinsèquement liée au principe constitutionnel de libre disposition des forces armées²⁴. Si le principe d'obligation de disponibilité n'est pas propre à la communauté militaire²⁵, la lecture et l'application qui en sont faites sont singulières. En effet, être disponible signifie être immédiatement prêt à être employé ou déployé, sans limitation en termes de durée. Les propos du Général Bosser en sont le reflet : « *Pour se défendre, la Nation doit pouvoir conserver la libre disposition de la force armée, sans préavis ni limite de durée, n'importe où et pour tout type de mission. Les militaires ont une grammaire* (qui leur est) *propre* »²⁶. Dès lors, un tel outil ne peut se concevoir que dans une permanence du dispositif.

De la même manière, le 25 novembre 2016, le président François Hollande, s'adressant au conseil supérieur de la fonction militaire exprimait ce même principe : « *Le travail s'arrête quand la mission est accomplie, et c'est la mission, et seulement la mission, qui prime. Au-delà du statut qui vous oblige, au-delà des textes, il y a un état d'esprit* ». Ces mots rappellent une évidence propre au statut militaire : la mission doit rester la priorité absolue, et la disponibilité en est le moyen.

Un échange croisé entre le vice-amiral Nicolas Lambropoulos, commandant supérieur des forces armées aux Antilles (COMSUP FAA) et M. Vincent Guivarch, inspecteur principal des douanes en Guadeloupe est particulièrement révélateur sur le caractère fondamental de ce principe. En effet, il met en évidence les différences s'agissant de la gestion des opérations de NARCOTRAFFIC en Guadeloupe, entre la marine nationale d'une part et les services douaniers d'autre part. La réglementation relative au temps de travail s'applique au personnel des douanes. Les dépassements d'horaires ont une conséquence regrettable puisqu'ils impliquent des appels à

nouveau code pénal militaire, qui crée notamment les cours martiales, est entré en vigueur le 30 septembre 1791.

²² (De) VIGNY, Alfred, 1992 (1^{ère} parution en 1933). *Servitude et grandeur militaires*. Paris : Folio classique. ISBN 9782070384792.

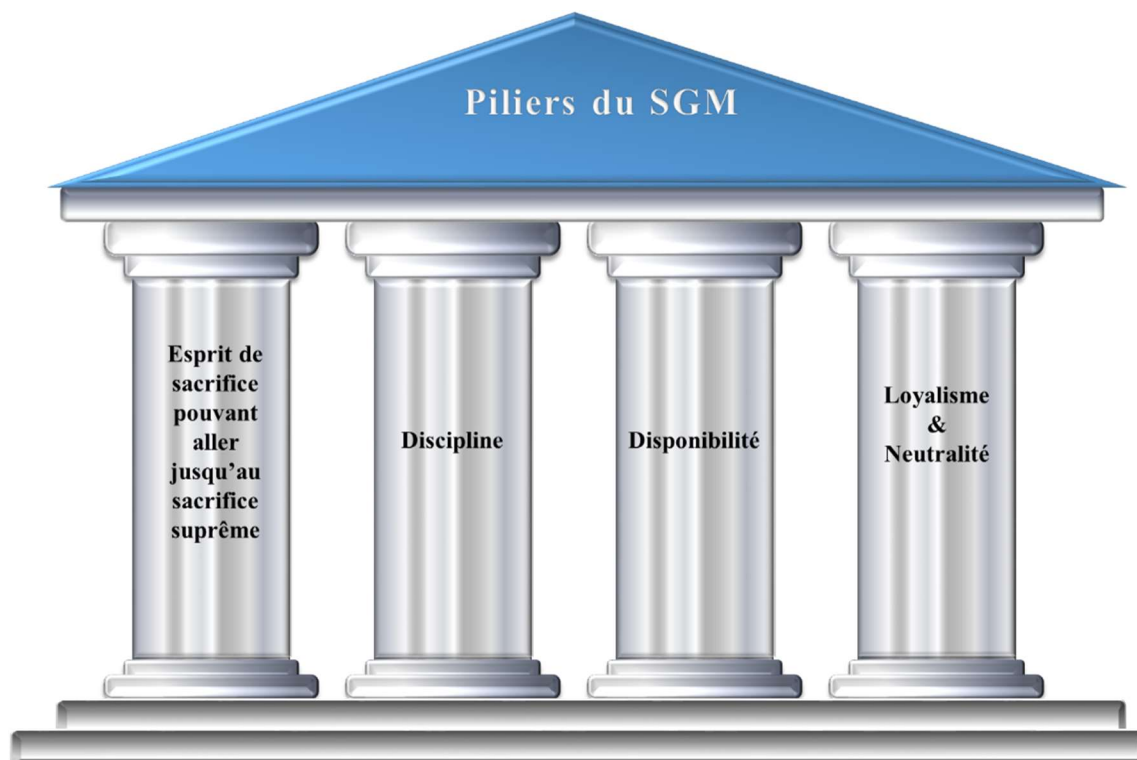
²³ VINOT, Jude (colonel). La disponibilité : une singularité militaire en question. *Les cahiers de la Revue de la défense nationale*, pp.237-251.

²⁴ Décision du Conseil Constitutionnel n° 2014-432 du 28 novembre 2014.

²⁵ Inscrite dans la Constitution, la continuité du service public s'applique à toutes les entités, publiques comme privées, chargées de sa gestion. Tout service public doit fonctionner de manière régulière et continue, dans l'intérêt général.

²⁶ BOSSER, Jean-Pierre (Général), La singularité du métier de soldat, *Le Figaro*, 28/02/2018.

volontariat, ce qui peut *in fine* se solder par un manque de réactivité ou une baisse de l'efficacité du service, voire par un abandon de la mission²⁷.



B- Des protections, garanties et compensations en témoignage de la considération de la Nation

Le statut militaire est fréquemment appréhendé de manière réductrice, résumé aux seules obligations qu'il impose. À titre d'illustration, lors d'un sondage conduit auprès de citoyens croisés au détour d'une rue et de jeunes recrues, force est de constater que dans leur compréhension du statut, l'accent est généralement mis sur les devoirs, au détriment de la reconnaissance des compensations qui viennent les contrebalancer²⁸.

Or, puisque la nature des missions expose le militaire à la mort, à la blessure ou à la maladie, l'État lui doit une protection, qui trouve son fondement juridique dans l'article L.4111-1 du CODEF, dont il ressort que « *les devoirs qu'il comporte et les sujétions qu'il implique méritent le respect des citoyens et la considération de la Nation* ».

C'est donc en réponse aux obligations qu'exige l'état militaire que sont mis en place des mécanismes qui incluent, des protections juridiques, des garanties et des compensations.

²⁷ Vice-amiral LAMBROPOULOS, Nicolas, commandant supérieur des forces armées aux Antilles, rencontré le 02/12/2024 et GUIVARCH, Vincent, inspecteur principal des services douaniers en Guadeloupe, rencontré le 03/12/2024, dans le cadre de la semaine de formation « action territoriale de l'Etat ».

²⁸ Entre novembre 2024 et janvier 2025, la question suivante a été posée à une vingtaine de passants et de jeunes engagés : « Qu'implique pour vous le fait de servir sous statut militaire ? ». L'intégralité des réponses s'est immédiatement orientée sur les obligations. Après quelques instants d'échanges, seulement une personne sur cinq avait conscience que le statut recouvrait un autre versant.

1) Les protections juridiques

Les militaires bénéficient d'un cadre juridique spécifique qui les distingue clairement des citoyens ordinaires. Ce système vise à garantir la bonne exécution des missions militaires tout en protégeant les droits des militaires et de leurs familles.

a) L'usage de la force

L'un des aspects les plus significatifs du statut juridique du militaire est son pouvoir d'utiliser la force dans le cadre de sa mission. En effet, afin de l'exécuter, les militaires sont autorisés à user de la violence ou de la force armée.

L'article L. 4123-12-II du CODEF reconnaît cette spécificité en exemptant les militaires de responsabilité pénale lorsqu'ils font usage de la force, ou en donne l'ordre, dans le cadre d'opérations militaires se déroulant hors du territoire national, à condition que ces actions respectent le droit international et qu'elles soient nécessaires pour accomplir la mission.

Cette disposition va au-delà des règles d'emploi de la force et de légitime défense auxquelles les forces de l'ordre sont quant à elles astreintes. Une telle exception au droit pénal s'explique par la nature particulière des missions des forces armées, qui exige une liberté d'action souvent incompatible avec les règles habituelles du droit commun et afin d'éviter une judiciarisation systématique des actions militaires.

b) Une protection pour les actes accomplis en service

Conformément aux dispositions de l'article L. 4123-10 du CODEF, sur le plan pénal, lorsqu'un militaire cause un préjudice en service, c'est l'État qui en assume la responsabilité, sauf en cas de faute personnelle détachable de l'exercice des fonctions²⁹. S'agissant ensuite de la sphère des condamnations civiles, c'est à nouveau l'État qui sera chargé de couvrir les condamnations civiles dans le cadre de poursuites exercées par un tiers contre des militaires pour faute de service, dans la mesure où aucune faute personnelle détachable de l'exercice des fonctions n'a été commise³⁰.

Par ailleurs, et sur le fondement du même article, le militaire bénéficie d'une protection fonctionnelle. Lorsqu'il est menacé, agressé ou mis en cause juridiquement en raison d'actes accomplis en service, l'État a l'obligation de lui apporter assistance, y compris en assurant sa défense devant les juridictions compétentes. Cette protection s'étend aux frais de justice, à l'accompagnement administratif et, si nécessaire, à des mesures spécifiques de sécurité.

En garantissant que les militaires ne soient pas personnellement exposés aux conséquences judiciaires de décisions prises dans l'intérêt du service, cette protection leur permet d'accomplir leurs missions avec la sérénité nécessaire à l'engagement opérationnel.

²⁹ Article L.4123-10 du CODEF, alinéa 4 : « L'Etat est également tenu d'accorder sa protection au militaire dans le cas où il fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle. Cette protection bénéficie également au militaire qui, à raison de tels faits, est entendu en qualité de témoin assisté, placé en garde à vue ou se voit proposer une mesure de composition pénale ».

³⁰ Article L.4123-10 du CODEF, alinéa 6 : « En cas de poursuites exercées par un tiers contre des militaires pour faute de service sans que le conflit d'attribution ait été élevé, l'Etat doit, dans la mesure où aucune faute personnelle détachable de l'exercice des fonctions n'a été commise, les couvrir des condamnations civiles prononcées contre eux ».

c) La protection du militaire et de sa famille en tant que victimes

Parce qu'il exerce une profession exposée, le militaire peut être directement visé par des menaces, des agressions ou des actes de représailles en raison de ses fonctions. Lorsqu'il est victime d'une infraction commise à son encontre du fait de son statut, la loi prévoit une protection spécifique pour garantir que ces actes ne restent pas impunis et que des mesures adaptées soient prises.

Cette reconnaissance juridique s'étend également à ses proches, car son engagement peut exposer sa famille aux mêmes risques.

Cette approche vise à assurer que les militaires et leurs familles ne soient pas laissés sans recours face aux menaces spécifiques auxquelles ils sont confrontés. Qu'il s'agisse d'intimidations, d'actes de violence ou d'atteintes à leur sécurité, ces infractions sont considérées avec une gravité particulière et peuvent entraîner des sanctions renforcées. Ce cadre juridique reflète la volonté de l'État de garantir une protection accrue aux militaires et à leurs proches, en reconnaissant que leur engagement au service de la Nation ne doit pas les exposer, eux ou leur famille, à des risques supplémentaires sans qu'une réponse adaptée ne soit apportée.

2) *Les garanties d'une réparation*

Le système de protection des militaires est conçu pour s'adapter à la gravité des situations auxquelles ils peuvent être confrontés.

a) Accompagner le quotidien

Le premier niveau de protection concerne la vie quotidienne du militaire et son accès aux soins. Contrairement aux citoyens civils, les militaires bénéficient d'un régime particulier de sécurité sociale, géré par la caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS), qui prend en charge les frais médicaux des militaires et de leurs familles.

Outre l'accès aux soins, ce régime particulier couvre également les risques professionnels et garantit des droits spécifiques en cas d'arrêt temporaire de service pour des raisons de santé. Ainsi, même en dehors des blessures graves, le militaire est protégé tout au long de sa carrière, avec une prise en charge qui permet de prévenir d'éventuelles complications médicales et d'assurer une continuité dans l'exercice de ses fonctions.

b) Accompagner la blessure

Lorsqu'un militaire est temporairement blessé, il bénéficie d'un congé du blessé, lui permettant de se soigner tout en conservant son statut et sa rémunération. Ce dispositif, encadré par le décret n° 2020-1678 du 23 décembre 2020 et les articles R. 4138-54 et R. 4138-54-1 du CODEF, facilite le retour à l'emploi après une période de convalescence. Il permet également une adaptation du parcours professionnel en fonction de l'évolution de l'état de santé du militaire.

Lorsqu'une blessure entraîne des séquelles permanentes et limite la capacité du militaire à exercer son métier, la prise en charge devient plus conséquente. Le militaire peut bénéficier d'une pension militaire d'invalidité, prévue par les articles L. 4123-2-1 et L. 4123-2-2 du CODEF. Cette pension constitue une reconnaissance officielle du préjudice subi et vise à compenser l'impact physique et moral de la blessure sur la vie du militaire. Dans le cadre des blessures les plus graves, un dispositif de réinsertion professionnelle a également été mis en place pour accompagner le militaire vers une reconversion adaptée à ses nouvelles capacités. Ce mécanisme, renforcé par un plan d'action ministériel 2023-2027 dédié à l'accompagnement des militaires blessés et de leur famille, vise à assurer une prise en charge globale du militaire blessé, en facilitant son parcours administratif, psychosocial et professionnel.

c) Accompagner le décès

Le troisième niveau de protection concerne le cas le plus extrême : le décès d'un militaire en service. Loin d'être un simple risque professionnel, la perte d'un militaire en mission représente un sacrifice reconnu par l'État, qui met en place plusieurs outils pour accompagner les ayants droit.

Ainsi, dans ce cas, l'État couvre ses ayants droit à travers plusieurs dispositifs d'indemnisation et de soutien. En premier lieu, une pension de réversion est accordée aux conjoints survivants et aux enfants mineurs, afin de garantir un revenu de remplacement. Outre cette compensation financière, un accompagnement administratif et psychologique est mis en place pour soutenir les familles dans les démarches liées au décès. Ce soutien inclut une aide pour la gestion des formalités successorales, ainsi qu'une prise en charge spécifique en matière de logement et d'éducation des enfants.

3) *Les compensations statutaires*

Si les protections et garanties préalablement développées interviennent après que les sujétions aient directement affecté le militaire (comme en cas de blessure ou de procédure judiciaire), les compensations, elles, se manifestent au quotidien.

a) La part indemnitaire croissante de la rémunération

Au titre de leur rémunération, les militaires perçoivent une solde³¹. Une part non négligeable recouvre des indemnités, dont l'essence même est bien de compenser les contraintes liées au statut.

Si les indemnités étaient déjà présentes depuis de nombreuses années dans la solde des militaires, ces mesures compensatoires ont été remises en lumière lors du déploiement de la nouvelle politique de rémunération des militaires (NPRM). Celle-ci vient consacrer différentes indemnités marquant nettement la prise en compte financière des sujétions. Pour illustration, il est possible d'évoquer l'indemnité d'état militaire (IEM), l'indemnité de mobilité géographique du militaire (IMGM), l'indemnité de garnison (IGAR) ou encore l'indemnité de sujétion pour absence opérationnelle (ISAO).

b) Le traitement aidé des départs

L'impératif de jeunesse des armées induit que le militaire soit épaulé pour son retour à la vie civile. Ainsi, lorsque la carrière militaire touche à sa fin, plusieurs dispositifs ont été mis en place pour accompagner le militaire dans son départ.

Pour garantir une transition réussie vers la vie civile, les militaires peuvent bénéficier de différents mécanismes visant à faciliter leur reconversion. L'article L. 4139-2 du CODEF permet aux militaires de rejoindre la fonction publique, via un détachement dans un corps ou un cadre d'emploi de fonctionnaire civil, sans avoir à passer un concours. Cela permet aux militaires de trouver une place dans l'administration publique, qu'il s'agisse d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public.

En parallèle, ceux qui optent pour le secteur privé bénéficient de dispositifs tels que le congé pour reconversion ou le congé pour création d'entreprise (article L. 4139-5 du CODEF). Ces mesures permettent aux militaires de se préparer, tout en étant soutenus financièrement pendant cette phase de transition.

³¹ Article L.4123-1 du CODEF.

Une autre forme de compensation liée à la fin de la carrière militaire est le système de pension militaire de retraite, défini à l'article L. 4123-1 du CODEF. Cette pension constitue une forme de rémunération différée, récompensant les services accomplis et garantissant une sécurité financière après le départ du service actif. La pension militaire de retraite est attribuée notamment en fonction du nombre d'années de service.

Ce régime particulier offre une retraite à jouissance immédiate (RJI) ou différée (RJD), permettant aux militaires de bénéficier de leur pension avant ou à l'atteinte de la limite d'âge, sous certaines conditions.

*

Les cinq piliers apparaissent comme des conséquences nécessaires du métier des armes et donc comme indépassables de l'état de militaire. Ils jouent un rôle central dans la préservation de l'action militaire. Les sujétions imposées aux militaires sont des éléments indispensables pour garantir la réactivité et la cohésion des forces.

De ce point de vue, la robustesse du statut est à préserver, et ce d'autant plus dans un contexte sécuritaire qui appelle à la vigilance. Cependant, depuis la révision de 2005, le SGM n'est pas resté figé : il a progressivement évolué afin de prendre en compte de nouvelles inspirations endogènes comme exogènes à l'institution militaire.

Partie 2- Les évolutions du statut général des militaires ou la préservation d'un équilibre fragile

Depuis 2005, plusieurs ajustements ont été apportés au SGM, illustrant sa capacité à évoluer et à s'adapter. Reposant sur un équilibre délicat entre les sujétions et les compensations, il a, en l'espace de vingt ans, fait l'objet de plusieurs réformes successives visant à améliorer les compensations et à alléger les contraintes, tout en préservant les caractéristiques fondamentales de la spécificité militaire.

Ces ajustements, qu'ils résultent d'un rapprochement avec le droit commun de la fonction publique ou encore de l'influence grandissante de la jurisprudence européenne, ont modifié la nature du SGM. Conjugués aux aspirations individuelles croissantes des militaires, qui souhaitent être considérés comme des individus à part entière, ces évolutions ont parfois conduit à une dilution de la singularité du statut, rendant ainsi la figure du militaire moins distincte qu'auparavant.

Au-delà, la loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030³² marque un tournant supplémentaire en modifiant les règles de gestion des personnels, qu'ils soient d'active comme de réserve. Outre une altération de l'unicité du statut, elle participe directement à donner un visage nouveau au militaire.

A- Le militaire, un individu de moins en moins singulier

Consacrée par l'avant-dernier alinéa de l'article L4111-1 du CODEF, la condition militaire « recouvre l'ensemble des obligations et des sujétions propres à l'état militaire, ainsi que les garanties et les compensations apportées par la Nation aux militaires. Elle inclut les aspects statutaires, économiques, sociaux et culturels susceptibles d'avoir une influence sur l'attractivité de la profession et des parcours professionnels, le moral et les conditions de vie des militaires et de leurs ayants droit, la situation et l'environnement professionnels des militaires, le soutien aux malades, aux blessés et aux familles, ainsi que les conditions de départ des armées et d'emploi après l'exercice du métier militaire ».

Compte tenu de son impact sur l'attractivité et la fidélisation des armées, elle a été placée au cœur des préoccupations du ministère. L'objectif est d'améliorer les conditions de vie et de service des militaires. Sous l'effet conjoint de la jurisprudence européenne et d'une prise en compte progressive des aspirations individuelles des militaires, plusieurs rapprochements avec le droit de la fonction publique ont été opérés. Les principales dimensions affectées par ces évolutions ont concerné leur vie professionnelle, familiale et citoyenne.

1) Dans sa vie professionnelle

Michèle Alliot-Marie déclarait en 2005 : « Le nouveau statut facilite l'intégration des militaires dans la cité sans pour autant passer sous silence leurs spécificités. Il améliore de manière sensible leur couverture sociale et inscrit leurs missions dans un cadre juridique et pénal parfaitement défini. Il conforte le dialogue social déjà instauré au travers d'instances de concertation originales »³³.

³² Loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense.

³³ THOMAS-TUAL, Béatrice (préfacé par ALLIOT-MARIE, Michèle), 2006. La réforme du statut général des militaires. Paris : L'Harmattan. ISBN 9782747593977.

Si les aspects liés à la couverture sociale et aux protections juridiques ont été préalablement abordés durant la première partie, la question du dialogue au sein des armées mérite ici une attention particulière, tant elle constitue un élément central de la réforme de 2005³⁴.

Tout d'abord, la liberté d'information a été élargie, notamment par la suppression de l'interdiction de circulation de certaines publications dans les enceintes militaires³⁵. Par ailleurs, la liberté de parole a également été étendue. Les militaires peuvent désormais, comme les autres fonctionnaires, s'exprimer sans autorisation préalable lors de conférences, exposés ou articles de presse sur des sujets politiques ou des questions internationales militaires³⁶.

Face à la volonté de répondre aux nouvelles attentes sociales des militaires, les éléments les plus structurants sont l'introduction du Haut Comité d'Évaluation de la Condition Militaire (HCECM) et la mise en place d'un dispositif de concertation renforcé.

En 2000, le rapport d'information parlementaire Grasset-Cova sur la professionnalisation des armées notait dans son introduction : « *La pérennisation du lien entre la Nation et son armée passe par la nécessité pour l'institution militaire d'évoluer en phase avec la société. Pour cela, il est nécessaire de privilégier la concertation et de garantir une certaine liberté d'expression dans les armées* »³⁷. Devant la réaffirmation de l'interdiction d'un droit syndical dans les armées, le législateur a dû mettre en place des structures de concertation à l'architecture originale. Le droit de concertation est reconnu au militaire. Il peut saisir ses supérieurs pour des questions personnelles ou pour faire des propositions sur l'amélioration des conditions d'exécution du service ou la vie en communauté. La concertation au sein du ministère prend la forme d'organismes de gestion consultatifs que sont le Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) institué en 1969 et ses sept déclinaisons par armée, direction et service que sont les sept Conseils de la fonction militaire (CFM) créés en 1990. Le CSFM exprime son avis sur les questions de caractère général relatives à la condition et au statut des militaires. Les membres du CSFM et des CFM sont tirés au sort parmi des volontaires représentant toutes les catégories de militaires. Au niveau local, les présidents de catégories et les commissions participatives locales traitent des problèmes de la vie courante.

Ce dispositif est complété par un organisme indépendant, nouvellement créé et extérieur à l'institution militaire, le HCECM. Composé de personnalités civiles reconnues, il a pour mission de mesurer l'évolution de la condition militaire par rapport à la fonction publique et au secteur privé en termes de rémunération et de réalisation de l'équilibre entre droits et devoirs, sujétions et compensations. Depuis sa première étude remise en février 2007, il publie chaque année un rapport dont les analyses sont directement soumises au Président de la République, témoignant ainsi du niveau d'attention accordé à cette question au plus haut sommet de l'État.

Cette dynamique a par ailleurs été relancée sous l'effet de la jurisprudence européenne. En effet, un tournant majeur s'est opéré en 2014, lorsque la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rendu son arrêt dans l'affaire *Matelly c. France*, condamnant l'interdiction absolue faite aux militaires de se regrouper pour défendre leurs intérêts professionnels. Cette décision a souligné que si des restrictions au droit d'association des militaires étaient justifiées pour garantir la discipline et l'efficacité opérationnelle, une interdiction totale constituait une atteinte excessive aux libertés fondamentales. En réponse, le gouvernement français a commandé le rapport Pêcheur, qui a posé les

³⁴ VERSTAPPEN, Caroline. Les droits sociaux des militaires. Pouvoirs, 2008, n°125, pp. 109-120.

³⁵ Toutefois, le statut permet au commandement de limiter l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) en période de crise pour la sécurité des militaires ou la conduite d'une opération.

³⁶ Ils restent cependant soumis au devoir de neutralité, de réserve, ainsi qu'au secret-défense.

³⁷ GRASSET, Bernard et COVA, Charles. Rapport d'information n°2490. 2000 : Rapport déposé par la commission de la défense nationale et des forces armées, sur les actions destinées à renforcer le lien entre la Nation et son Armée. ASSEMBLEE NATIONALE.

principes d'une réforme du dialogue militaire³⁸. Ce rapport plaidait pour une refonte du cadre de concertation en introduisant un nouvel acteur, les associations professionnelles nationales militaires (APNM), permettant aux militaires d'exprimer plus directement leurs préoccupations.

En ce sens, l'adoption de la loi du 28 juillet 2015³⁹ a marqué une étape décisive dans cette transformation⁴⁰. Sans remettre en cause l'interdiction du droit de grève et de l'adhésion à un syndicat, celle-ci introduit en droit interne les APNM. L'article L.4121-4 du CODEF évolue, prévoyant que : « *L'existence de groupements professionnels militaires à caractère syndical ainsi que, (...) l'adhésion des militaires en activité à des groupements professionnels sont incompatibles avec les règles de la discipline militaire. Les militaires peuvent librement créer une association professionnelle nationale de militaires régie par le chapitre VI du présent titre, y adhérer et y exercer des responsabilités.* ». Quant au respect des valeurs républicaines, des principes de l'état militaire et de la limitation du champ de l'activité des associations, ils sont clairement fixés aux articles L.4126-2 et suivants du CODEF. Les dispositions, qui soulignent l'obligation d'indépendance des associations professionnelles au regard du commandement militaire, des partis politiques, des syndicats et des organisations religieuses, précisent l'interdiction faite aux associations « *d'interférer avec la préparation et la conduite des opérations* », de « *contester la légalité des mesures d'organisation des forces armées* » et limitent l'objet des associations à la préservation et à la promotion « *des intérêts des militaires en ce qui concerne la condition militaire* ». Les associations peuvent néanmoins agir en justice contre « *tout acte réglementaire relatif à la condition militaire et contre les décisions individuelles portant atteinte aux intérêts collectifs de la profession* ».

Si ces changements ont été accueillis de manière contrastée au point que la représentativité des APNM soit encore aujourd'hui faible, il n'en demeure pas moins que l'apparition de ces nouvelles structures a fait l'effet d'un coup de projecteur sans précédent sur la concertation militaire portée par le CSFM et les CFM d'armées et services.

2) Dans sa vie familiale

La fraternité d'armes a longtemps constitué un pilier fondamental de l'identité militaire, structurant la vie des soldats autour d'un engagement commun et d'une solidarité de corps. Historiquement, celui qui s'engageait dans l'armée intégrait une véritable famille militaire, où ses camarades devenaient ses frères d'armes et où l'institution elle-même jouait le rôle de "mère nourricière". Ce modèle de fraternité s'incarne notamment dans la figure du "moine-soldat"⁴¹. Bien que la fraternité d'armes subsiste encore, la notion de "famille militaire", particulièrement présente dans des corps comme la Légion étrangère, fait aujourd'hui figure d'exception⁴².

Le général de Gaulle avait anticipé cette transformation dans son ouvrage Vers l'Armée de métier, dans lequel il défendait l'idée de carrières courtes, conscient que la fidélisation sur le long terme imposerait de nouvelles contraintes en matière de vie personnelle. Aujourd'hui, la conception de la famille dans l'armée a évolué : l'institution n'est plus perçue comme la première cellule familiale du militaire, mais bien comme un cadre professionnel exigeant qui doit tenir compte des aspirations individuelles.

³⁸ PECHEUR, Bernard. 2014 : Rapport à Monsieur le Président de la République sur le droit d'association professionnelle des militaires. CONSEIL D'ETAT.

³⁹ Loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense.

⁴⁰ SERBA, Jacques. Les associations professionnelles nationales militaires (APNM) en France modifient de manière « raisonnable » le dialogue au sein des forces armées. *IRIS*, 24/03/2016, publication en ligne.

⁴¹ Au XII^{ème} siècle, les trois grands ordres militaires (Templiers, Hospitaliers et Teutoniques) étaient avant tout constitués de frères ou de moines ayant fait des vœux religieux et vivant sous une règle monastique, mais alliant la vie monastique à la pratique des armes.

⁴² De PARCEVAL, Philippe, 2024. Ma famille la Légion. Paris : Dualpha. ISBN : 9782353746422.

Cette évolution est notamment liée aux transformations sociétales. Le modèle du soldat entièrement dévoué à son unité, vivant en caserne et partageant tout avec ses camarades, s'efface progressivement au profit d'un équilibre entre engagement militaire et vie familiale.

Celle-ci est particulièrement visible à travers les avancées législatives et réglementaires. C'est ainsi que la liberté de mariage a été consacrée, ou encore que des dispositifs comme les congés pour convenances personnelles, permettant d'élever un enfant tout en comptant ces années comme services effectifs, ont été mis en place.

En 2015, la famille a d'ailleurs été officiellement intégrée à l'article L4111-1 du CODEF⁴³, marquant ainsi une étape majeure dans la reconnaissance de la place de la famille au sein de l'armée. Le "Plan Famille", lancé en 2017, concrétise ce mouvement. Ce plan d'accompagnement vise à mieux prendre en compte les absences opérationnelles, faciliter la mobilité, améliorer les conditions de logement et renforcer l'accompagnement social des familles⁴⁴. Cet élan a d'ailleurs été poursuivi par un plan Famille n°2, dévoilé en 2023 par le Ministre des Armées, S. Lecornu, doté de 750 millions d'euros pour la période 2024-2030.

La prise en compte de la famille dans la condition militaire n'est pas qu'un ajustement symbolique, mais bien une nécessité pour garantir la fidélisation des militaires. Le HCECM souligne que les difficultés liées aux mutations fréquentes, à l'absence prolongée et aux contraintes du métier pèsent lourdement sur les familles des militaires⁴⁵. Il insiste également sur l'importance des mesures d'accompagnement, telles que l'amélioration des infrastructures de logement, la prise en charge des enfants et le soutien aux conjoints en recherche d'emploi.

L'armée, ayant réellement conscience des conséquences du statut militaire sur la vie familiale, intègre par ailleurs ce paramètre dans le calcul des rémunérations, comme l'illustre la NPRM (développée précédemment).

Enfin, les rapprochements avec la fonction publique, par transposition du code général de la fonction publique, sont de plus en plus visibles. Par exemple, le décret n° 2023-825 du 25 août 2023 a modifié les modalités de congé parental et de congé de proche aidant, offrant aux militaires des droits similaires à ceux de leurs homologues civils. Ce décret a également introduit le principe du maintien des droits acquis pour ces types de congés, ce qui renforce l'harmonisation entre le statut militaire et le droit commun.

3) Dans sa vie citoyenne

Si l'est un aspect du statut militaire qui a connu un tournant considérable entre 2005 et aujourd'hui, il s'agit sans nul doute de la vie citoyenne du militaire.

L'article L. 4121-3 du CODEF interdisait aux militaires d'adhérer à des partis politiques et d'occuper des fonctions électives, afin de préserver l'indépendance et la neutralité de l'armée. Le code électoral, dans ses articles L. 46 et L. 237-1, déniait également cette possibilité aux militaires de carrière.

Cependant, cette interdiction a été levée en 2014⁴⁶. Saisi par le Conseil d'Etat sur une question prioritaire de constitutionnalité, le Conseil constitutionnel a rendu une décision⁴⁷ qui a mis fin à

⁴³ Par la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015, en son article 9.

⁴⁴ Plan d'accompagnement des familles et d'amélioration des conditions de vie des militaires 2018-2022.

⁴⁵ Haut comité d'évaluation de la condition militaire. 12^{ème} rapport annuel. 2018 : La vie des militaires et de leur famille selon le lieu d'affectation. HCECM.

⁴⁶ En 2005, cette perspective était inconcevable.

⁴⁷ Décision du Conseil Constitutionnel n° 2014-432 du 28 novembre 2014.

l'interdiction absolue de tous mandats électoraux pour les militaires, considérée comme excessive et non justifiée.

Prenant acte de cette décision, la loi de programmation militaire pour 2019-2025⁴⁸, est venue encadrer et élargir les possibilités pour les militaires de participer à des mandats locaux. Cette loi a autorisé les militaires en activité à exercer un mandat de conseiller municipal dans les communes de moins de 9 000 habitants, ainsi que de conseiller communautaire dans des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de moins de 25 000 habitants. Cette loi s'est inscrite dans une volonté de moderniser la relation entre l'armée et la société locale, en permettant aux militaires de participer activement à la gestion de leurs communes sans remettre en cause leur statut. L'élément clé de cette réforme est que les militaires n'ont plus à se mettre en position de détachement pour exercer ces mandats. Contrairement aux dispositions antérieures, la loi de 2018 permet aux militaires d'exercer un mandat électif tout en continuant leur activité militaire. Cette mesure représente un changement fondamental puisqu'elle permet de concilier l'activité professionnelle et l'engagement local, sans que le militaire ne soit obligé de suspendre sa carrière pour exercer une fonction publique locale. Cette évolution a été rendue possible en raison de la nature locale et non politisée des responsabilités des conseillers municipaux.



L'ouverture de fonctions électorales au niveau local représente une forme novatrice d'engagement, qui favorise des relations humaines plus proches et directes, souvent caractéristique des environnements militaires. Les militaires, habitués à évoluer dans des contextes hiérarchiques très structurés, trouvent dans ce type d'engagement une nouvelle manière d'être en contact avec la société civile, tout en restant fidèles à leurs valeurs de service et de solidarité. Par ailleurs, cette évolution s'inscrit dans une logique plus large de recherche d'ancrage territorial par les armées. Bien que ne disposant pas de données chiffrées sur le volume de militaires s'étant inscrits dans une telle démarche, pour s'en convaincre, il suffit de lire le témoignage de la commissaire en chef de 1^{ère} classe Agathe Vasselín, conjuguant ses fonctions au sein du service du commissariat des armées avec celles de conseillère municipale dans la Drôme. Pour reprendre ses propos :

*« C'est de l'engagement certes (...) Une interaction naturelle s'est faite entre ces deux formes d'engagement. Par ce mandat électif, je n'affecte pas mon statut mais je peux jouer un plus grand rôle au sein de la société »*⁴⁹.

B- Un militaire au visage nouveau

Les évolutions des deux dernières décennies ont progressivement atténué la singularité du militaire en rapprochant son statut de celui de la fonction publique. Toutefois, la dernière LPM introduit une nouvelle transformation en modifiant les règles de gestion, qui constituent elles aussi une composante essentielle du statut militaire, bien que souvent omises.

⁴⁸ Loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense, entrée en vigueur au 01er janvier 2020.

⁴⁹ Commissaire en chef de 1^{ère} classe VASSELIN, Agathe, ayant témoigné dans le n°19 du magazine « Soutenir » du service du commissariat des armées, pour la période octobre/décembre 2021, pp. 34-35.

S'agissant des militaires d'active, ces évolutions redéfinissent leur identité ou, à tout le moins, l'image qui en était traditionnellement véhiculée, au risque d'affecter l'impératif de jeunesse inhérent au modèle d'armée.

Pour les réservistes opérationnels, les dispositifs qui leur sont désormais dédiés se distinguent de plus en plus de ceux applicables aux militaires d'active, ce qui remet en question le principe d'unicité du statut militaire, pourtant fondateur. Dès lors, il n'est plus possible d'affirmer que le réserviste est le pendant du militaire d'active, tant l'écart entre ces deux statuts s'est accru.

1) Pour répondre à des besoins de recrutement et fidélisation

Le modèle de ressources humaines (RH) des armées repose sur un système pyramidal à flux. Chaque année, il s'agit de réaliser 21 300 recrutements pour remplir les objectifs assignés. Cette organisation répond à une exigence opérationnelle fondée sur la jeunesse des personnels, leur aptitude physique et médicale étant un facteur déterminant pour assurer leur disponibilité à la projection. Des mesures de fidélisation y sont adjointes afin de pouvoir parallèlement disposer de professionnels formés et expérimentés sur les postes qui le nécessitent.

Afin d'atteindre cet objectif et gagner en agilité, de nouvelles règles de gestion ont été introduites par la LPM 2024-2030.

La LPM crée ainsi un mécanisme de réengagement destiné aux anciens militaires de carrière radiés des cadres depuis moins de cinq ans. Cette mesure permet leur recrutement en qualité d'officiers, de sous-officiers ou d'officiers marins de carrière, avec conservation du grade et de l'ancienneté détenus au moment de leur radiation. Les services accomplis dans ce cadre sont comptabilisés pour l'avancement ainsi que pour la constitution et la liquidation des droits à pension.

Les modalités de maintien en service au-delà de la limite d'âge ont également évolué avec la modification de l'article L. 4139-17 du CODEF. Cette disposition permet désormais aux militaires de carrière, à l'exception des officiers généraux, ainsi qu'aux officiers sous contrat, aux militaires commissionnés, aux réservistes opérationnels, aux engagés et aux volontaires dans les armées, de prolonger leur engagement pour une durée maximale de trois ans après l'atteinte de leur limite d'âge ou de durée de service. Cette prolongation, soumise à agrément, est prise en compte pour l'avancement et le calcul des droits à pension. En cas de promotion au cours de cette période, la nouvelle limite d'âge retenue devient celle du grade supérieur obtenu.

Enfin, l'article L. 4139-9-1 du CODEF vient modifier le dispositif afférent à la promotion fonctionnelle. Alors même que celle-ci était initialement octroyée à des profils pour lesquels l'institution militaire « appuyait » le départ, il devient désormais possible de se la voir attribuée une seconde fois, à l'issue d'une période de réemploi.

Ces différentes évolutions interrogent directement l'impératif de jeunesse dans les armées. Si la condition physique des militaires les plus jeunes constitue traditionnellement un atout pour la disponibilité opérationnelle, l'allongement des carrières et les nouvelles possibilités de réengagement modifient cet équilibre. La question des inaptitudes, bien qu'elle ne soit pas nouvelle, se pose aujourd'hui avec une acuité renouvelée. Lors d'une conférence dispensée en 2023, au profit d'élèves-commissaires des armées en formation initiale, l'ancien chef de l'état-major opérationnel (EMO) du Service du Commissariat des Armées (SCA) avait d'ailleurs souligné que son service, dont l'âge moyen est plus élevé que celui des armées, rencontrait des difficultés croissantes en matière de projection, en raison d'un taux croissant d'inaptitudes médicales⁵⁰. L'augmentation de la moyenne d'âge dans les armées pourrait, mathématiquement, aboutir progressivement au même écueil.

⁵⁰ Commissaire en chef de 1^{ère} classe PETITFAUX, Alexandre, intervenu en tant que chef de l'EMO-SCA auprès de l'Ecole des commissaires des armées, le 14/03/2023.

2) Pour répondre à la volonté politique de montée en puissance des réserves

Depuis plus de deux ans, le Ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a fixé des objectifs ambitieux, en termes de recrutement de réservistes opérationnels. Cette volonté de montée en puissance s'est matérialisée au sein de la LPM 2024-2030, dont il ressort un doublement des effectifs des réservistes pour atteindre un effectif de 80 000 en 2030 et 105 000 en 2035, mais également la modification de dispositions statutaires.

(En nombre de volontaires ayant souscrit un engagement à servir dans la réserve.)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Cibles d'augmentation nette des effectifs	3 800	3 800	4 400	5 500	6 500	7 500	8 500

Tableau extrait de la loi n°2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour 2024-2030.

Ces nouvelles dispositions législatives et réglementaires visent à maintenir la trajectoire fixée. Plusieurs aménagements ont ainsi été introduits.

Tout d'abord, la limite d'âge a été portée à 72 ans. Comparativement, la limite d'âge des militaires d'active se situe en moyenne autour de 55 ans pour les sous-officiers et 62 ans pour les officiers⁵¹.

Par ailleurs, les critères médicaux ont été révisés, avec un assouplissement s'agissant de la notion d'employabilité. Traditionnellement, l'aptitude médicale des réservistes était évaluée selon le système SIGYCOP⁵², qui détermine des critères médicaux précis en fonction de chaque fonction exercée. Dans le but de faciliter l'engagement des réservistes, le MINARM a expérimenté en 2024 un nouveau mode de sélection, fondé sur l'adéquation entre les capacités du candidat et les exigences du poste, indépendamment de certaines restrictions médicales jusque-là considérées comme des obstacles. Ce dispositif, nommé EMPRES (employabilité des réservistes), a été testé d'avril à juin 2024 et a donné des résultats prometteurs, notamment une réduction du délai d'expertise médicale et une augmentation du taux d'acceptation des candidats. Certaines restrictions, auparavant bloquantes (comme celles concernant les diabétiques de type 1 ou 2), ne sont désormais plus un frein pour tenir certaines fonctions⁵³. L'analogie avec le militaire d'active n'existe pas ; de tels aménagements n'y ont pas été transposés.

Ces différentes évolutions entrent en contradiction avec le principe d'unicité inscrit dans le statut militaire. L'article L4111-2 du CODEF dispose : « *Le présent livre s'applique aux militaires de carrière, aux militaires servant en vertu d'un contrat, aux militaires réservistes qui exercent une activité au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou au titre de la disponibilité et aux fonctionnaires en détachement qui exercent, en qualité de militaires, certaines fonctions spécifiques nécessaires aux forces armées* ». Ce cadre normatif garantit une égalité de traitement et d'obligations pour tous les militaires, quel que soit leur statut. Dès lors, se pose la question

⁵¹ Les limites d'âge des militaires sont distinctes en fonction de leur corps de rattachement. Par souci de lisibilité, le choix a été ici fait de présenter une moyenne. Pour une vision plus détaillée, il est conseillé de se reporter à l'annexe 1 du présent mémoire.

⁵² Cette grille évaluait les fonctions des membres Supérieurs, Inférieurs, mais aussi l'état Général, les Yeux, le sens Chromatique, les Oreilles et enfin le Psychisme.

⁵³ MINARM. Réserve militaire : un recrutement simplifié pour l'ouvrir au plus grand nombre. Publié le 10/01/2025. Disponible à l'adresse : <https://www.defense.gouv.fr/actualites/reserve-militaire-recrutement-simplifie-louvrir-au-plus-grand-nombre>.

d'introduire des règles de gestion différentes pour les réservistes par rapport à celles appliquées aux militaires d'active, alors qu'ils peuvent être amenés à accomplir la même mission.

En outre, une autre fragilité potentielle réside dans l'article 29 de ladite loi⁵⁴. Ces dispositions ouvrent la possibilité au militaire placé en congé parental, en congé pour convenances personnelles ou en disponibilité de s'engager comme réserviste, avec maintien des droits à l'avancement et prise en compte de cette période dans le temps de service effectif. Bien que cette mesure vise à apporter davantage de souplesse pour atteindre les objectifs fixés, elle pourrait constituer une faiblesse en étant détournée, et en se transformant en un temps partiel déguisé, qui ne saurait dire son nom. Bien que marginal, ce phénomène est connu, et pourrait être illustré par les témoignages de quatre réservistes interrogées entre septembre et décembre 2024. Outre leur volonté expresse de conserver l'anonymat, ce sont toutes les quatre des femmes (de militaires du rang à officier breveté), anciennement militaires d'active, qui ont choisi cette voie afin de préserver leur équilibre familial.

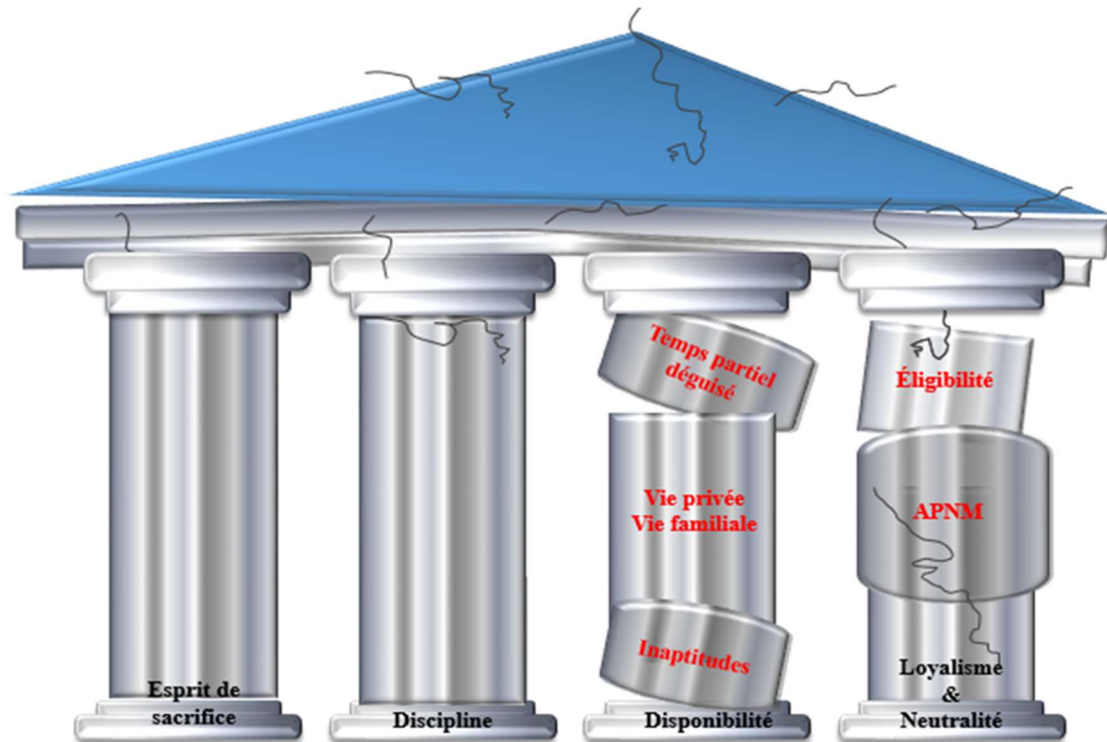
Ainsi, alors même que le Ministre des armées ambitionne de voir, à horizon 2035, un réserviste opérationnel pour deux militaires d'active, il n'en demeure pas moins que les différences de règles de gestion ne peuvent lui permettre d'en être pleinement le pendant.

*

Loin d'être un ensemble figé, le statut militaire a évolué au fil du temps. Entre sa version de 1972 et aujourd'hui, des avancées considérables ont été réalisées. Les influences du droit de la fonction publique et de la jurisprudence européenne, associées aux aspirations individuelles des militaires souhaitant affirmer leur identité en tant qu'individus à part entière, ont permis d'améliorer de manière significative la condition militaire.

Outre les questionnements que ces différents jalons ont induit autour de la préservation de la singularité du militaire, la figure de ce dernier a progressivement mué. Sous la récente impulsion de la LPM 2024-2030, de nouvelles règles de gestion sont venues percuter l'impératif de jeunesse et l'unicité du statut.

⁵⁴ Cet article a été intégré au CODEF aux articles L.4138-11 (et R.4138-61), L.4139-9 (ainsi que R.4138-67 et R.4138-67-1), L.4138-16 et 17 (ainsi que R.4138-65-1 et R.4138-66).



Ces transformations progressives ont ainsi mis en lumière toute la fragilité qu'il y a à maintenir l'équilibre entre l'adaptation nécessaire aux exigences contemporaines et la préservation des spécificités qui définissent le militaire et sa mission.

Aujourd'hui, le statut militaire se trouve à un nouveau tournant potentiellement destructurant. Face aux évolutions technologiques et sociétales, le dilemme se pose à nouveau : comment continuer à évoluer, et surtout, jusqu'où aller dans la rénovation du SGM ?

Partie 3 – L’avenir du SGM à l’aube de défis structurants

Le SGM porte en germe la conciliation. D’une part, il est nécessaire de maintenir un statut robuste, fondé sur des obligations faisant sens et garantissant aux armées de remplir leurs missions. D’autre part, des impulsions (législatives, européennes ou encore individuelles) exigent de constants ajustements. L’équilibre entre ces impératifs est complexe.

Jusqu’à présent, les évolutions du statut ont permis d’améliorer la condition militaire sans remettre fondamentalement en cause les obligations qui en sont le socle. Toutefois, un virage plus critique semble s’opérer. La question se pose alors de savoir jusqu’où ces évolutions peuvent aller sans altérer la singularité du modèle militaire.

Les défis sociétaux posent une problématique de fond. Les générations qui composent aujourd’hui et composeront demain les rangs des armées affichent des attentes différentes vis-à-vis du travail et des exigences professionnelles. Les *Millennials*⁵⁵ privilégient la flexibilité, un meilleur équilibre entre vie professionnelle et personnelle, et remettent en cause les relations hiérarchiques verticales traditionnelles. La génération Z⁵⁶, quant à elle, recherche avant tout du sens, de la reconnaissance et des conditions de travail adaptées à ses aspirations, notamment en matière de télétravail et d’équilibre personnel. Ces évolutions générationnelles soulèvent la question de la disponibilité, voire du loyalisme, et impliquent une réflexion sur les règles de gestion permettant de concilier ces attentes avec les exigences opérationnelles.

À ce dilemme, s’ajoute une période historiquement crisogène. La guerre de haute intensité est revenue en Europe (alors que les armées configurées en corps expéditionnaires n’y ont pas été préparées). Le conflit pourrait désormais ne plus être choisi mais imposé, ce qui rend difficile la possibilité d’envisager une baisse des attentes vis-à-vis des militaires. En 2017, la Direction des ressources humaines de l’armée de Terre (DRHAT) alertait sur le danger d’une banalisation des principes du SGM. Un tel phénomène pouvant conduire notamment à recruter des profils inadaptés, incapables de répondre aux exigences opérationnelles et stratégiques. Les militaires sont en effet confrontés à des situations de stress intense, à des conditions de vie difficiles et peuvent se trouver en situation de devoir prendre des décisions critiques. Réduire les sujétions⁵⁷ pourrait attirer des candidats ne possédant ni la résilience physique et mentale, ni les dispositions morales nécessaires pour faire face à ces exigences. Le risque accru d’une désorganisation des forces armées et une baisse de leur efficacité serait alors avéré⁵⁸. Cette conflictualité, par son imprévisibilité et son intensité, peut induire une réflexion autour d’un statut agile et réversible. Dès lors, l’idée d’un statut plus flexible, adapté aux différents niveaux d’engagement du militaire pourrait émerger comme une réponse aux évolutions en cours. Un « SGM mouvant », modulable en fonction des missions et des responsabilités, permettrait d’ajuster les sujétions et les compensations sans altérer la cohérence globale du modèle militaire. Par ailleurs, les défis technologiques, apportent une autre dimension à cette réflexion. L’évolution des modes de combat transforme les conditions d’engagement, notamment avec l’essor de la guerre à distance et l’intégration croissante des technologies

⁵⁵ Les « Millennials » ou encore « génération Y » désignent la génération née entre 1980 et la fin des années 1990.

⁵⁶ La génération Z, souvent appelée les « zoomers », regroupe les personnes nées entre la fin des années 1990 et le début des années 2010.

⁵⁷ Pour mémoire, celles-ci s’incarnent en cinq piliers fondateurs que sont le sacrifice, la neutralité, le loyalisme, la discipline et la disponibilité.

⁵⁸ Fiche QR78/DRHAT/BPRH de 2017, relative à la défense de la spécificité militaire et fiche QR79/DRHAT/BPRH de 2017, relative à la défense de la spécificité militaire face au risque de banalisation.

autonomes, questionnant directement la notion de sacrifice, et, par extension, la singularité du statut militaire.

A- S'adapter aux évolutions sociétales

Les évolutions sociétales interrogent profondément le modèle militaire, en particulier sur deux aspects majeurs : l'obligation de disponibilité, remise en cause par de nouvelles attentes en matière d'équilibre entre vie professionnelle et personnelle, et la flexibilité, désormais perçue comme un impératif par des générations en quête d'agilité et d'adaptabilité dans leur engagement.

1) L'obligation de disponibilité questionnée

Concilier vie professionnelle et personnelle, aménager son temps de travail, ne pas être disponible en permanence par principe sont autant d'attentes qui entrent en tension directe avec l'obligation de disponibilité. Le MINARM ne peut ignorer cette tendance, d'autant plus qu'elle s'inscrit dans un mouvement plus large de transformation du rapport au travail qu'ont notamment induit la directive européenne sur le temps de travail (DETT)⁵⁹ et la jurisprudence européenne qui l'accompagne. Si le MINARM demeure à ce jour farouchement opposé à sa transposition, les réformes conduites par la gendarmerie permettent d'identifier des pistes de réflexion sur l'obligation de disponibilité de demain.

a) L'électrochoc de la DETT et de la jurisprudence européenne

La directive 2003/88/CE établit des normes minimales visant à protéger la santé et la sécurité des travailleurs en garantissant des périodes minimales de repos et en encadrant la durée maximale du travail⁶⁰.

Si cette directive s'applique pleinement aux travailleurs, sa mise en œuvre pour les forces armées fait l'objet de controverses. En effet, les exigences opérationnelles propres aux militaires impliquent une disponibilité permanente, ce qui rend inenvisageable l'application stricte d'une telle norme.

Saisie à la suite d'un litige opposant un sous-officier slovène à son ministère de la Défense, la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) est venue apporter des clarifications essentielles dans un arrêt rendu le 15 juillet 2021. Elle a tout d'abord confirmé que les forces armées ne sont pas systématiquement exclues du champ d'application de la directive. Toutefois, elle a précisé que cette directive ne s'applique pas dans certaines situations exceptionnelles⁶¹. En revanche, elle concerne bien les tâches relevant de l'administration, de la maintenance, des services de santé ou d'autres fonctions similaires, lorsqu'elles sont réalisées en temps de paix et hors cadre opérationnel⁶².

⁵⁹ Directive 2003/88/CE, surnommée directive du « temps de travail » (DETT), en date du 04/11/2003.

⁶⁰ Parmi les principes fondamentaux de la directive, on retrouve : une durée hebdomadaire de travail ne dépassant pas 48 heures, un repos quotidien minimal de 11 heures consécutives par période de 24 heures, un repos hebdomadaire d'au moins 24 heures consécutives en plus du repos quotidien, une limitation du travail de nuit à 8 heures en moyenne sur une période de référence, ainsi qu'une définition stricte du "temps de travail".

⁶¹ Ainsi en est-il lorsque l'activité exercée par les militaires se déroule dans un cadre opérationnel (missions, entraînements, opérations militaires), lorsqu'il s'agit d'événements exceptionnels nécessitant des mesures pour protéger la population (exemples : crises humanitaires, menaces sécuritaires) ou encore lorsque l'application stricte de la directive risquerait de nuire au bon accomplissement des opérations militaires.

⁶² TROTOUX, Camille (Lieutenant). La décision de justice européenne à propos du temps de travail des militaires. *Brève stratégique IRSEM*, 24/01/2022, publication en ligne.

b) La révolution copernicienne opérée par la gendarmerie nationale en 2016

Sous la pression des réflexions consécutives à la DETT, la gendarmerie a profondément fait évoluer son approche et sa gestion du temps de travail. Ainsi, jusqu'en 2016, si un gendarme était appelé pour une intervention de nuit, il ne bénéficiait pas de dispositifs de récupération sauf, à la diligence du commandement. Ce dernier pouvait consentir à ce que son personnel ne reprenne son activité que plus tard dans la journée, afin de récupérer et se remettre en condition. Les situations pouvaient donc différer drastiquement d'une unité à une autre.

Pour mettre fin aux dérives qui avaient pu être constatées, la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN) a adopté l'instruction provisoire n°36132⁶³, le 8 juin 2016, entrée en application au 1^{er} septembre 2016.

Celle-ci a créé les repos physiologiques journaliers (RPJ), entendus comme « *une période de repos minimale quotidienne instaurée afin de renforcer la protection de la santé et de la sécurité au travail des militaires de la gendarmerie* ».

Ainsi, l'octroi d'une période de RPJ de onze heures consécutives par période d'activité de vingt-quatre heures est devenue la règle. La période de vingt-quatre heures s'entend par principe de 08h00 à 08h00. Durant cette période de RPJ, un militaire peut aussi bien être en astreinte (c'est-à-dire assurer une fonction de permanence ou d'alerte, être en astreinte sous délai) ou bénéficier d'une mesure de temps libre (quartier libre ou autorisation d'absence).

Pour des raisons liées aux activités opérationnelles et à l'organisation du service, cette période de RPJ peut, dans le cadre d'un service programmé ou inopiné, être réduite ou non attribuée. Cette situation ouvre alors le droit à un repos physiologique compensateur (RPC)⁶⁴.

A titre exceptionnel, ces mesures peuvent être neutralisées par le commandement. Il s'agit des services atypiques (missions Harpie, service à la mer, missions de surveillance des groupes observation surveillance...) ou pour atteindre des objectifs opérationnels de formation en stage ou en école⁶⁵.

Pour se faire, les unités doivent quotidiennement impacter dans le système d'information Puls@ les heures effectuées par les différents gendarmes.

Moins de 10 ans après sa mise en place, le retour d'expérience est nuancé. Les témoignages recueillis auprès de militaires de la gendarmerie nationale en activité, offrent un éclairage riche sur ses effets.

L'un des points les plus largement appréciés est l'amélioration des conditions de travail, en particulier s'agissant des sous-officiers. La réforme a permis une sanctuarisation des périodes de repos physiologique, garantissant de bénéficier de temps de récupération adaptés à la nature de leurs missions. Pour de nombreux personnels, ces créneaux de repos mieux définis ont réduit les situations au cours desquelles ces derniers étaient souvent contraints de servir avec un nombre d'heures de sommeil insuffisant, ce qui affectait leur performance et leur santé. Les gendarmes constatent une plus grande prévisibilité et une gestion plus équitable de leurs horaires. Un témoignage souligne ainsi que la réforme « *instaure une équité entre les personnels* », garantissant à chacun le bénéfice d'un temps de repos adéquat.

Cependant, malgré ces avancées, plusieurs inconvénients ont été relevés concernant la mise en œuvre de la réforme, notamment la rigidité accrue du système. L'automatisation des périodes de repos a limité la flexibilité des commandants de brigade et a introduit de nouvelles contraintes pour la gestion des équipes. Un témoignage fait ressortir que « *l'outil de mesure et de positionnement des*

⁶³ Instruction provisoire n°36132/GEND/DOE/SDSPSR/BSP du 08/06/2016 relative aux positions de service et au repos physiologique journalier des militaires d'active de la gendarmerie.

⁶⁴ Les modalités d'application de cette disposition dérogatoire sont strictement encadrées. Elles sanctuarisent, d'une part, une plage horaire assurant l'octroi de onze heures consécutives de repos physiologique à l'issue du dernier service effectué et assurent, d'autre part, un temps minimal de repos de neuf heures consécutives.

⁶⁵ Dans ce cas, les commandants d'unité veillent aux intérêts de leurs subordonnés pour leur permettre de récupérer des efforts fournis en aménageant le service. À l'issue d'une période d'activité soutenue, le commandant de groupement (ou autorité assimilée) peut notamment recourir aux autorisations d'absence pour contraintes particulières.

RPC est devenu un chef auquel se soumettent les commandants de brigade », illustrant la difficulté pour certains responsables de s'adapter à un cadre très normé, surtout au sein d'unités aux effectifs restreints et disséminés. Cette rigidité peut entraîner des tensions lorsqu'il s'agit de gérer les ressources humaines dans des contextes opérationnels exigeants. A titre d'illustration, dans les petites brigades, la mise en place de périodes de repos peut entraîner une réduction de la disponibilité des gendarmes, affectant ainsi la capacité opérationnelle des unités. Lorsqu'une brigade de faible effectif doit intervenir de nuit, l'impossibilité de mobiliser les personnels avant l'après-midi du jour suivant en raison des repos programmés peut compromettre l'efficacité de l'intervention.

Sans plaider pour une transposition de la DETT au sein du MINARM, ce bilan permet d'envisager des moyens d'aménager l'obligation de disponibilité.

c) Une farouche opposition du MINARM non éprouvée

A l'inverse de la gendarmerie, le MINARM n'a pas procédé à une évolution de son rapport au temps. Rappelant que l'organisation des forces armées repose sur le principe de service « en tout temps et en tout lieu », la ministre des Armées, F. Parly, en réaction à l'arrêt de la CJUE, avait souligné l'importance de préserver la souveraineté nationale dans l'organisation des forces armées et avait mis en garde contre une ingérence européenne dans ce domaine.

Sous couvert du principe constitutionnel de libre disposition de la force armée, aucune transposition n'y apparaît comme admissible.

Bien que l'argument puisse sembler convaincant, il n'a pas encore été solidement éprouvé. En effet, alors même qu'un contentieux a été porté devant le Conseil d'Etat par un militaire de la gendarmerie départementale, ce dernier a débouté le requérant dans un avis rendu le 17 décembre 2021. Se fondant uniquement sur le régime propre appliqué en gendarmerie, cet habile contournement lui a permis de ne pas avoir à se prononcer sur le principe constitutionnel de libre disposition de la force armée et son opposition avec la directive européenne. En écho aux propos de M. Vincent Droulle, adjoint au directeur des affaires juridiques du MINARM, lors de son intervention à l'Ecole de guerre : si l'argumentation portée par les armées est solide notamment au regard de la pyramide de Kelsen⁶⁶, le subtil contournement du Conseil d'Etat laisse planer l'incertitude. Si la commission européenne n'a pas porté le contentieux devant la CJUE, cette « épée de Damoclès » reste pendante⁶⁷.

d) Une obligation de disponibilité à redessiner ?

Compte tenu des éléments qui précèdent, l'objectif n'est pas de transposer directement aux armées le dispositif mis en place en gendarmerie. Si, pour cette dernière, l'effet de cliquet semble désormais rendre un retour en arrière difficilement envisageable, la spécificité du fonctionnement militaire impose une réflexion sur une solution adaptée à son cadre d'emploi.

Actuellement, qu'un militaire effectue une journée de service classique en heures ouvrables ou qu'il soit engagé la nuit, le week-end ou sur un terrain opérationnel, cela ne génère pas nécessairement une forme de récupération spécifique, à l'image de la gendarmerie.

Aujourd'hui, l'autorisation d'absence constitue une réponse possible à ce besoin. Toutefois, son application repose essentiellement sur la diligence du commandement. Si cette souplesse est précieuse et doit être préservée – en cohérence avec la logique de gestion des ressources humaines par le commandement, qui dispose d'une mission et de moyens définis – elle peut aussi conduire à

⁶⁶ La hiérarchie des normes est une vision synthétique du droit, mise au point par Hans Kelsen (1881-1973). Selon Kelsen, toute norme juridique reçoit sa validité de sa conformité à une norme supérieure, formant ainsi un ordre hiérarchisé. Cette théorie est présentée sous la forme d'une pyramide au sommet de laquelle se retrouve la Constitution, puis le droit international et communautaire, suivi des lois et enfin des règlements.

⁶⁷ DROULLE, Vincent, adjoint au directeur des affaires juridiques du ministère des armées, intervenu devant la 32^{ème} promotion de l'Ecole de Guerre le 28/11/2024.

des disparités. Certains militaires peuvent ainsi bénéficier régulièrement de temps de récupération, tandis que d'autres, en fonction de leur environnement opérationnel ou des exigences locales, pourraient en être privés.

Dès lors, sans imposer une contrainte excessive au commandement ni le priver de sa capacité de gestion, il pourrait être pertinent que les DRHs⁶⁸ d'armées (voire l'EMA ou la DRH-MD) formalisent une instruction encourageant l'utilisation des autorisations d'absence pour permettre cette récupération physiologique lorsque la mission l'impose. Il ne s'agirait pas d'entrer dans une logique rigide et comptable, en intégrant ces repos dans un système d'information automatisé. L'objectif serait plutôt d'ouvrir cette possibilité plus largement, en incitant les chefs à y recourir, sans en faire une obligation systématique qui s'apparenterait à un glissement vers la DETT.

Toutefois, dans certaines situations, notamment en projection opérationnelle, cette logique doit être neutralisée, la mission devant primer en toutes circonstances. Pour autant, il peut être envisagé qu'après un certain délai d'engagement continu sans possibilité de repos (lorsqu'un militaire est engagé quotidiennement sur une mission de longue durée sans interruption), un dispositif de récupération soit mis en place à son retour⁶⁹. Si le commandement ne peut positionner ces repos immédiatement, une alternative pourrait être la mise en place d'un mécanisme de type « compte épargne permissions ». Ce dispositif permettrait d'accumuler ces périodes de récupération et de les utiliser ultérieurement, tout au long de la carrière, jusqu'à la radiation⁷⁰.

Cette approche aurait vocation à concilier l'impératif opérationnel avec la nécessité de préserver la condition physique et morale des militaires. Elle offrirait également un cadre structurant, sans contraindre excessivement la gestion des effectifs par le commandement. Une telle mesure s'inscrirait dans une logique d'adaptation aux réalités contemporaines du service, tout en garantissant le maintien de la disponibilité qui reste au cœur du statut militaire.

2) Une flexibilité toujours plus recherchée

« J'ai choisi ce concours parce qu'il a du sens pour moi aujourd'hui. Je ne me projette pas sur le long terme ; je verrai au fil du temps. Je m'en sens libre. ». Ces mots sont ceux d'une élève-commissaire, lors de son premier entretien avec son commandant de promotion à l'été 2020. Au-delà du cas d'espèce, ils illustrent une évolution notable dans l'état d'esprit des nouvelles générations de militaires. Loin d'être une exception, ce raisonnement semble désormais ancré dès l'engagement initial. Il reflète une approche plus flexible du parcours militaire. Ce phénomène s'inscrit dans une tendance plus large : une approche presque consumériste de l'engagement. Les nouvelles recrues adhèrent à un principe de va-et-vient, considérant leur engagement non pas comme un engagement définitif, mais comme une étape qui peut être remise en question ou réorientée en fonction de leurs aspirations et opportunités.

En permettant aux anciens militaires de carrière, radiés depuis moins de cinq ans, de se réengager, avec conservation du grade et de l'ancienneté détenus au moment de la radiation, la LPM 2024-2030 s'inscrit dans ce droit fil.

Par ailleurs, d'autres dispositifs contribuent ponctuellement à l'entretien de la passerelle vers le monde civil. Sur ce point, peuvent être mentionnés les détachements prévus par l'article L4138-8 du CODEF ou encore la mise en place par l'EMA de parcours alternatifs à la scolarité Ecole de Guerre au sein de l'institut national du service public (INSP).

Bien qu'existante, cette démarche reste embryonnaire et pourrait constituer un nouveau levier pour mieux répondre aux besoins de recrutement et de fidélisation.

⁶⁸ Directions des ressources humaines que sont notamment la DRHAT, la DPMM ou la DRHAAE.

⁶⁹ Ces jours de récupération auraient vocation à venir en sus des jours de permissions.

⁷⁰ Se pose alors la question de le plafonner ou non, voire de le monétiser comme cela peut exister pour les civils.

Dès lors, se pose la question du périmètre d'élargissement vers plus de flexibilité à envisager via les dispositions législatifs et réglementaires du CODEF. Sans nécessairement s'orienter vers une systématisation à tous les parcours de carrière, un développement pourrait néanmoins être incité.

Ces mobilités offrent la possibilité d'élargir les horizons des militaires en leur permettant de mieux comprendre le monde civil, d'être mieux compris, et même de se faire connaître. Elles permettent aussi de déconstruire l'idée selon laquelle ce secteur d'activité représente une phase moins exigeante, envisagée pour la fin de carrière. Encourager de tels allers-retours, pas seulement dans la fonction publique mais aussi dans le secteur privé, pourrait ainsi contribuer à atténuer cette perception tout en enrichissant l'expérience professionnelle des militaires.

En développant cette démarche, ces parcours hybrides pourraient devenir un atout stratégique en termes d'attractivité.

B- S'adapter aux nouvelles conflictualités

Les nouvelles formes de conflictualité induisent des évolutions de deux ordres. D'une part, en écho à l'imprévisibilité et l'incertitude du monde, pouvoir y répondre implique notamment de rester tout à la fois réactif et endurant. Pour garantir réversibilité et soutenabilité, une réflexion mériterait d'être engagée sur un SGM évolutif, modulé selon le poste occupé ou le niveau d'intensité de la menace. D'autre part, ce mouvement s'accompagne de transformations technologiques majeures – robotique, intelligence artificielle, cyberspace – qui redéfinissent les paramètres du combat. Ces nouvelles réalités questionnent directement le pilier du sacrifice, élément central de la singularité militaire, et peuvent appeler à une redéfinition adaptée.

1) La perspective d'un SGM modulable

Comme l'a rappelé le Major général des Armées (MGA), lors de son allocution devant la 32^{ème} promotion de l'Ecole de Guerre, si l'hypothèse d'engagement majeur (HEM) venait à se produire, les armées devraient composer leurs rangs sur la base des forces existantes, sans compter sur une mobilisation générale, dont les limites ont été mises en évidence par le conflit en Ukraine⁷¹. Dès lors, l'enjeu repose sur la capacité à armer tous les postes, à la lumière de la diversité des métiers militaires et de la pluralité des compétences requises.

Si le principe d'unicité du statut est posé comme un élément clé, celui-ci a récemment été fragilisé par les dispositions introduites par la LPM 2024-2030, qui, afin de contribuer à la montée en puissance de la réserve opérationnelle, est venue instaurer une distinction nette en matière de règles de gestion, entre les militaires d'active et de réserve.

Dans le droit fil de cette démarche, et afin de garantir l'armement des postes, il est possible d'envisager un statut multi-vitesses en fonction des emplois tenus et des responsabilités exercées. Outre les règles de gestion et la définition des sujétions associées, une telle approche viendrait directement questionner les mécanismes compensatoires, au premier plan desquels se situent les indemnités définies en matière de solde.

Si une telle approche pourrait susciter de légitimes craintes, la complexité des enjeux à résoudre impose de reconsidérer la manière d'appréhender la situation. Il convient de sortir de ce que M. Lambert⁷², délégué interministériel à la transformation publique appelle "l'impuissance acquise"⁷³.

⁷¹ Général d'armée GIRAUD, Vincent, Major général des armées, intervenu devant la 32^{ème} promotion de l'Ecole de Guerre le 13/02/2025.

⁷² LAMBERT, Thierry, délégué interministériel à la transformation publique, rencontré lors d'une visite du comité Clémenceau de la 32^{ème} promotion, le 29/01/2025.

⁷³ L'impuissance acquise est un concept issu de la psychologie comportementale. Il désigne une situation où un individu ou un groupe, après avoir été exposé à des situations répétées d'échec ou d'impossibilité d'agir, finit

Procédant de la même logique modulaire, une autre option pourrait consister en une variation du statut en fonction du niveau d'engagement et de menace auxquelles les armées sont confrontées. Dans cette perspective, il serait intéressant d'envisager les travaux actuellement conduits par l'Etat-Major des armées (EMA), plus particulièrement EMA-EMPLOI, concernant les stades de défense (STADEF) sous le prisme statutaire. STADEF correspond à un système permettant de structurer la montée en puissance des forces armées, définie en cinq niveaux. Le niveau 5 est le stade normal de fonctionnement, le niveau 4 permet de prendre des mesures d'anticipation face à une crise, les niveaux 3 et 2 sont des niveaux de montée en puissance en préalable à un engagement majeur. Enfin, le niveau 1 est le niveau d'engagement des forces armées dans le cadre de l'hypothèse d'engagement majeur⁷⁴. Puisque ce dispositif a vocation à intégrer des mesures spécifiques à chaque STADEF, il serait ainsi envisageable de concevoir un SGM qui soit plus ou moins permissif ou au contraire restrictif en fonction des niveaux de menaces.

2) *Le sacrifice suprême, repensé à l'aune des évolutions technologiques*

Parmi les piliers du statut militaire, le sacrifice suprême est à l'origine de la singularité du métier des armes, et partant, du SGM. Or, à l'ère des nouvelles technologies, ce principe est remis en question sous plusieurs angles : la robotisation du champ de bataille, l'extension du rôle des systèmes autonomes, ou encore l'augmentation des capacités humaines. Ces transformations ne suppriment pas le sacrifice, mais le déplacent.

La guerre contemporaine tend à éloigner (voire, parfois, à remplacer) les soldats du front par l'usage massif des drones, de la cyber-guerre et des armes automatisées. Là où le sacrifice impliquait autrefois une exposition physique au danger, il tend aujourd'hui à être remplacé par une décision cognitive, opérée à distance. L'opérateur d'un drone ou un spécialiste de la guerre cybernétique, bien que soldats, ne sont pas soumis aux mêmes risques que la figure traditionnelle du fantassin.

Par ailleurs, l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) dans les systèmes d'armes létaux constitue une rupture technologique et éthique majeure. Dès lors que les systèmes d'armes létaux autonomes (SALA) sont capables de prendre des décisions sans intervention humaine, cette réalité questionne la place du soldat dans l'acte de combat et, par extension, son loyalisme envers la chaîne de commandement. Sur ce point, la France conserve une position de prudence. Compte tenu du risque éthique lié à cette délégation technologique, le comité d'éthique de la défense souligne que, comme une IA ne peut incarner les valeurs de maîtrise de la force et de discernement qui fondent l'engagement militaire, la décision d'engagement de la force doit *in fine* reposer sur l'humain⁷⁵. Toutefois, c'est un risque à ne pas négliger.

En outre, les avancées dans les technologies d'augmentation (exosquelettes, implants neuronaux, modifications génétiques) visant à rendre les soldats plus résistants, plus performants et moins vulnérables, soulèvent des questionnements supplémentaires. En effet, alors que le sacrifice suprême implique un lien d'égalité entre soldats, fondé sur un engagement commun face au danger,

par adopter une posture de résignation et cesse d'essayer de changer la situation, même lorsque des solutions deviennent accessibles.

⁷⁴ Général de division MABIN, François-Xavier, commandant la division emploi de l'EMA, intervenu devant la 32ème promotion de l'Ecole de Guerre, le 22/11/2024.

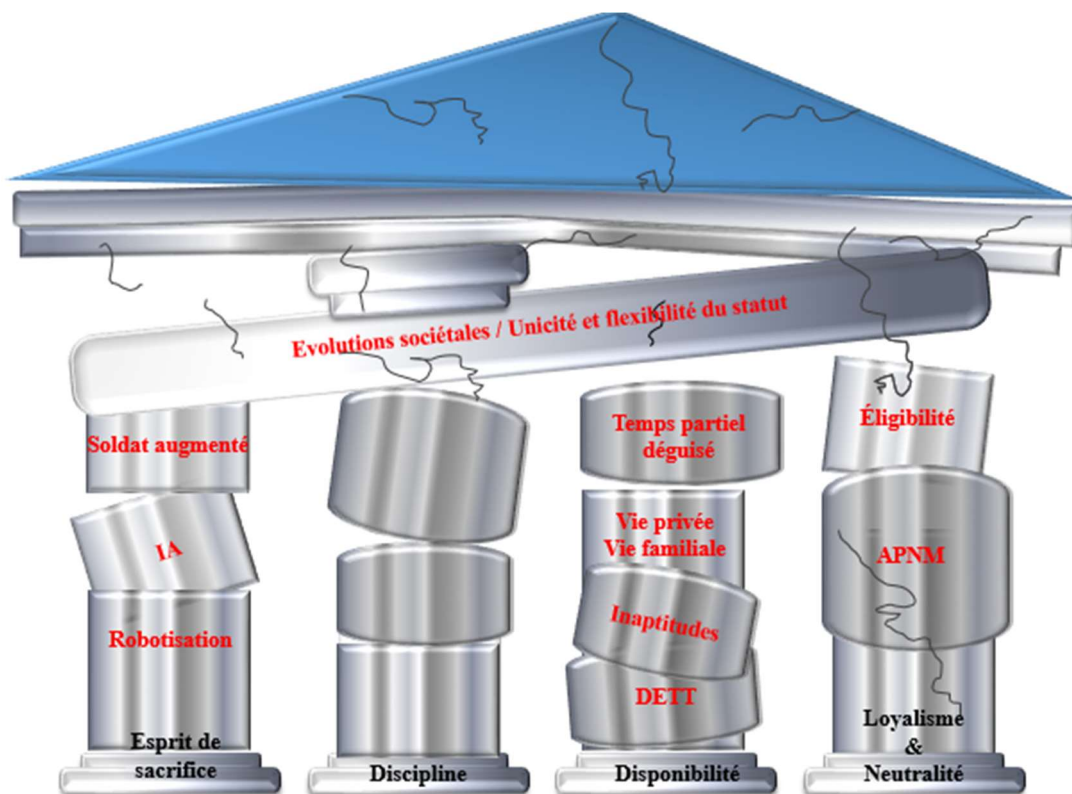
⁷⁵ Avis du comité d'éthique de la défense. 29/04/2021 : avis sur l'intégration de l'autonomie dans les systèmes d'armes létaux.

l'apparition de soldats « augmentés » dessine une nouvelle inégalité sur le champ de bataille : certains combattants, renforcés par la technologie, seraient moins exposés que d'autres.

Ainsi, à mesure que l'engagement militaire se numérise, le statut du soldat évolue vers un modèle dans lequel le sacrifice suprême ne constitue plus le fondement de l'engagement, mais presque une exception. Il conviendra de redéfinir le sens du sacrifice dans un monde où l'exposition au danger n'est plus systématique et donc reconstruire l'un des piliers du SGM, sans pour autant faire fi des problématiques soulevées par l'attrition en cas de survenance d'un conflit de haute intensité.

*

Les évolutions du SGM au cours des vingt dernières années, bien qu'ayant contribué à une certaine fragilisation du statut, n'ont pas entraîné son affaiblissement profond. L'équilibre demeure précaire, mais il a été préservé. Toutefois, les enjeux actuels s'annoncent encore plus structurants et pourraient avoir un impact significatif sur le SGM. Qu'il s'agisse des transformations sociétales, de l'évolution de la conflictualité ou des avancées technologiques, ces dynamiques soulèvent des questions de fond qui interrogent directement l'unicité du statut, les obligations de disponibilité et la notion de sacrifice.



Conclusion

Promulgué en 1972, rénové en 2005, le SGM a su évoluer tout en préservant ses fondements. Il repose sur des piliers essentiels – sacrifice, neutralité, loyalisme, discipline et disponibilité – qui garantissent l’efficacité opérationnelle des armées. Ces exigences, compensées par des droits et garanties spécifiques, structurent un équilibre fragile entre sujétions et protections.

Depuis la révision de 2005, ce statut n’est pas resté figé. Les évolutions des deux dernières décennies, portées par des aspirations individuelles croissantes et par l’influence du droit de la fonction publique et de la jurisprudence européenne, ont conduit à rapprocher la condition militaire du droit commun. Par ailleurs, la loi de programmation militaire 2024-2030 a modifié en profondeur les règles de gestion des militaires d’active et de réserve, introduisant une distinction plus marquée entre ces deux statuts. Ces transformations, bien que nécessaires pour garantir l’attractivité et la fidélisation, ont peu à peu estompé la singularité du militaire et l’unicité de son statut.

Aujourd’hui, des problématiques structurantes émergent. Les mutations sociétales interrogent l’obligation de disponibilité et le modèle de carrière militaire, tandis que les transformations technologiques redéfinissent la notion de sacrifice. Face à ces bouleversements, la question de savoir jusqu’où faire évoluer le SGM sans en compromettre la cohérence est donc posée.

Comme l’a souligné le CEMA lors de ses vœux aux armées en 2025, les défis à venir imposent d’allier discipline, exigence, imagination et détermination. Il ne s’agit dès lors pas de renoncer aux piliers fondateurs, mais de repenser leur application à l’aune des réalités contemporaines, en se détachant du risque de « l’impuissance acquise ». L’introduction des APNM en 2015, impensable en 2005, en est une illustration. De la même manière, envisager un SGM plus modulable, adapté au degré d’engagement ou aux responsabilités exercées, pourrait constituer une réponse aux évolutions à l’œuvre. Mais également, repenser l’articulation entre disponibilité et équilibre de vie, sans remettre en cause la capacité opérationnelle, pourrait permettre d’attirer et de fidéliser de nouveaux profils.

Ces pistes, loin d’être des certitudes, ont vocation à servir de points d’appui pour une réflexion approfondie. La tradition militaire est un socle, mais elle ne saurait être figée : elle doit se conjuguer avec le progrès, dans une dynamique d’adaptation permanente. L’enjeu n’est pas de renoncer aux exigences fondamentales du métier des armes, mais d’identifier les évolutions nécessaires pour que le SGM demeure un cadre robuste, cohérent et adapté aux défis du XXI^e siècle.

« La tradition, c’est le pied mère, le progrès, c’est le greffon. »

Général Pierre de Villiers

Annexe - Les limites d'âge des militaires d'active

Officiers des forces armées et formations rattachées

	Officiers subalternes ou dénomination correspondante	Commandant ou dénomination correspondante	Lieutenant-colonel ou dénomination correspondante	Colonel ou dénomination correspondante
Officiers des armes de l'armée de terre Officiers de marine Officiers spécialisés de la marine Officiers des bases et Officiers mécaniciens de l'air	59 ans	59 ans	59 ans	59 ans
Officiers de gendarmerie	59 ans	59 ans	59 ans	60 ans
Officiers de l'air	52 ans	52 ans	56 ans	56 ans
Commissaires des armées Officiers des corps techniques et administratifs Ingénieurs militaires Administrateurs des affaires maritimes Officiers spécialistes de l'armée de terre Officiers logisticiens des essences	62 ans	62 ans	62 ans	62 ans
Médecins Pharmaciens Vétérinaires Chirurgiens-dentistes	62 ans	62 ans	62 ans	62 ans
Militaires infirmiers Techniciens des hôpitaux des armées (officiers)	62 ans	62 ans	62 ans	62 ans
Ingénieurs de l'armement Ingénieurs des études et techniques de l'armement Ingénieurs des études et techniques des travaux maritimes Professeurs de l'enseignement maritime Ingénieurs militaires d'infrastructure de la défense	66 ans	66 ans	66 ans	66 ans
Officiers greffiers Chefs de musique Fonctionnaires détachés au sein de la poste interarmées Fonctionnaires détachés au sein de la trésorerie aux armées Aumôniers militaires	66 ans	66 ans	66 ans	66 ans

Sous-officiers des forces armées et formations rattachées

	Sergent ou dénomination correspondante	Sergent-Chef ou dénomination correspondante	Adjudant ou dénomination correspondante	Adjudant-Chef ou dénomination correspondante	Major
Sous-officiers de carrière de l'armée de terre, de la marine ou de l'air (personnel non navigant)	47 ans	47 ans	52 ans	58 ans	59 ans
Sous-officiers de gendarmerie Sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale	58 ans y compris le grade de gendarmerie	58 ans y compris le grade de gendarmerie	58 ans y compris le grade de gendarmerie	58 ans y compris le grade de gendarmerie	59 ans
Sous-officiers du personnel navigant de l'armée de l'air	47 ans	47 ans	47 ans	52 ans	52 ans
Infirmiers en soins généraux et spécialisés	62 ans	62 ans	62 ans	62 ans	62 ans
Infirmiers et techniciens des hôpitaux des armées (sous-officiers) excepté ceux du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés Majors des ports (marine) Officiers marins de carrière des ports (marine)	59 ans	59 ans	59 ans	59 ans	59 ans
Sous-officiers du service des essences des armées	---	---	62 ans	62 ans	62 ans
Fonctionnaires détachés au sein de la poste interarmées Fonctionnaires détachés au sein de la trésorerie aux armées Majors sous-chefs de musique (trois armées) Sous-chefs de musique de carrière (trois armées) Maîtres ouvriers (terre) Maîtres ouvriers, tailleurs et cordonniers (marine) Musicien sous-officier de carrière (air) Commis greffiers Huissiers appariteurs	66 ans	66 ans	66 ans	66 ans	66 ans

Bibliographie

Normes nationales :

- Constitution de la Vème République.
- Code de la défense.
- Code général de la fonction publique.
- Code des pensions civiles et militaires de retraite.
- Loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires.
- Loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense.
- Loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense.
- Loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense.
- Décret n° 2024-1121 du 4 décembre 2024 modifiant l'échelonnement indiciaire applicable à certains militaires non officiers.

Normes communautaires :

- Directive 2003/88/CE, surnommée directive du « temps de travail » (DETT), en date du 04/11/2003.

Rapports institutionnels :

- Commission des affaires étrangères et de la défense. 2024 : Pour rendre l'armée plus attractive : retenir, attirer, réunir. SENAT.
- DULAIT, André. Rapport sénatorial n°154, session ordinaire 2004-2005. 2005 : Rapport fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant statut général des militaires. SENAT.

- GRASSET, Bernard et COVA, Charles. Rapport d'information n°2490. 2000 : Rapport déposé par la commission de la défense nationale et des forces armées, sur les actions destinées à renforcer le lien entre la Nation et son Armée. ASSEMBLEE NATIONALE.
- Haut comité d'évaluation de la condition militaire. 12^{ème} rapport annuel. 2018 : La vie des militaires et de leur famille selon le lieu d'affectation. HCECM.
- Haut comité d'évaluation de la condition militaire. 18^{ème} rapport annuel. 2024 : Revue annuelle de la condition militaire. HCECM.
- PECHEUR, Bernard. 2014 : Rapport à Monsieur le Président de la République sur le droit d'association professionnelle des militaires. CONSEIL D'ETAT.

Documents ministériels :

- Plan d'accompagnement des familles et d'amélioration des conditions de vie des militaires 2018-2022.
- Plan d'accompagnement des militaires blessés et de leurs familles 2023-2027.
- Avis du haut comité d'évaluation de la condition militaire à destination du CEMA, n°97/21/HCECM du 12/04/2021.
- Avis du comité d'éthique de la défense. 29/04/2021 : avis sur l'intégration de l'autonomie dans les systèmes d'armes létaux.
- Rapport social unique 2023, édité par le secrétariat général pour l'administration.
- Instruction provisoire n°36132/GEND/DOE/SDSPSR/BSP du 08/06/2016 relative aux positions de service et au repos physiologique journalier des militaires d'active de la gendarmerie.
- Note n°D-21-001018/ARM/EMA/ESMG/NP du 21/02/2021 portant compte-rendu de la séance plénière du groupe d'orientation de la stratégie militaire du 11/01/2021. « Comment garantir l'efficacité des armées par l'affirmation d'une singularité mesurée et positive ? ».
- Note n°0001D24014303/ARM/SGA/DRH-MD/SR-RH/SDFM/NP du 19/12/2024, à destination du directeur du cabinet civil et militaire du ministre des Armées et des Anciens combattants, relative à l'organisation d'un colloque à l'occasion des 20 ans du statut général des militaires.

- Fiche QR78/DRHAT/BPRH de 2017, relative à la défense de la spécificité militaire.
- Fiche QR79/DRHAT/BPRH de 2017, relative à la défense de la spécificité militaire face au risque de banalisation.

Ouvrages :

- ASSIER-ANDRIEU, Jean, 2020. La trace du soldat : recherche d'une narration. Paris : Editions de l'Ecole de Guerre. ISBN 978-2356730831.
- (De) PARCEVAL, Philippe, 2024. Ma famille la Légion. Paris : Dualpha. ISBN 9782353746422.
- PALAGOS, Jean-Michel, 2005. Le nouveau statut général des militaires. Paris : Lavauzelle. ISBN 2702512763.
- TACHON, Alexandre, 2019. Désobéissance. Paris : Editions de l'Ecole de Guerre. ISBN 978-2-35673-056-5.
- THOMAS-TUAL, Béatrice (préfacé par ALLIOT-MARIE, Michèle), 2006. La réforme du statut général des militaires. Paris : L'Harmattan. ISBN 9782747593977.
- (De) VIGNY, Alfred, 1992 (1^{ère} parution en 1933). Servitude et grandeur militaires. Paris : Folio classique. ISBN 9782070384792.

Articles de périodiques (imprimé ou électronique) :

- BARRAULT, Éric et MONTROSE, Siméon. Valeurs militaires et société civile au XXI^{ème} siècle. *Les cahiers de la Revue Défense Nationale*, pp. 39-44.
- BENTEGEAT, Henri (Général). Valeurs militaires. *Armées d'aujourd'hui*, 2012, n°371, pp. 46-47
- BLACHON, Frédéric (Général). Etre loyal, c'est dire la vérité. *Revue Conflits*, 17/07/2021, pp.1-8.
- BOSSER, Jean-Pierre (Général), La singularité du métier de soldat, *Le Figaro*, 28/02/2018.
- LEGRAS, Claire. Du devoir de réserve des militaires. *Inflexions*, avril 2018, n°39.

- MADELIN, Louis. Les armées de la Révolution et la discipline. *Revue des deux mondes*, 1917, pp.756-785.
- Ministère des armées. Réserve militaire : un recrutement simplifié pour l'ouvrir au plus grand nombre. Publié le 10/01/2025. Disponible à l'adresse : <https://www.defense.gouv.fr/actualites/reserve-militaire-recrutement-simplifie-louvrir-au-plus-grand-nombre>.
- PECHEUR, Bernard. Fonction militaire, état militaire et condition militaire. *Revue de la défense nationale*, mars 2018, n°808, pp.13-19.
- PELLABEUF, Arnaud (colonel). Sans esprit de sacrifice, personne ne peut faire ce métier. *Revue de la Gendarmerie Nationale*, 2021, 4^{ème} trimestre, pp.33-38.
- SCHMOLL, Patrick. Les mutations de l'organisation militaire à l'ère de la guerre numérique. *Persée, revue des sciences sociales*, 2006, pp.94-103.
- SERBA, Jacques. Les associations professionnelles nationales militaires (APNM) en France modifient de manière « raisonnable » le dialogue au sein des forces armées. *IRIS*, 24/03/2016, publication en ligne.
- SUREAU, François. Le militaire dans son droit. *Nouveaux cahiers du Conseil Constitutionnel*, avril 2016, n°51, pp. 7-16.
- TROTOUX, Camille (Lieutenant). La décision de justice européenne à propos du temps de travail des militaires. *Brève stratégique IRSEM*, 24/01/2022, publication en ligne.
- VERSTAPPEN, Caroline. Les droits sociaux des militaires. *Pouvoirs*, 2008, n°125, pp. 109-120.
- VINOT, Jude (colonel). La disponibilité : une singularité militaire en question. *Les cahiers de la Revue de la défense nationale*, pp. 237-251.

Rencontres :

- DROULLE, Vincent, adjoint au directeur des affaires juridiques du ministère des armées, intervenu devant la 32^{ème} promotion de l'Ecole de Guerre le 28/11/2024.
- Général d'armée GIRAUD, Vincent, Major général des armées, intervenu devant la 32^{ème} promotion de l'Ecole de Guerre le 13/02/2025.

- GUIVARCH, Vincent, inspecteur principal des services douaniers en Guadeloupe, rencontré le 03/12/2024, dans le cadre de la semaine de formation dédiée à l'action territoriale de l'Etat.
- Commissaire en chef de 1^{ère} classe KERRENEUR, Gaël, commandant la division de gestion des corps du service du commissariat des armées, s'étant exprimé auprès des stagiaires commissaires de la 32^{ème} promotion, le 09/12/2024.
- LAMBERT, Thierry, délégué interministériel à la transformation publique, rencontré lors d'une visite du comité Clémenceau de la 32^{ème} promotion, le 29/01/2025.
- Vice-amiral LAMBROPOULOS, Nicolas, commandant supérieur des forces armées aux Antilles, rencontré le 02/12/2024, dans le cadre de la semaine de formation dédiée à l'action territoriale de l'Etat.
- Général de division MABIN, François-Xavier, commandant la division emploi de l'EMA, intervenu devant la 32^{ème} promotion de l'Ecole de Guerre, le 22/11/2024.
- Commissaire en chef de 1^{ère} classe PETITFAUX, Alexandre, intervenu en tant que chef de l'EMO-SCA auprès de l'Ecole des commissaires des armées, le 14/03/2023.
- Commissaire en chef de 1^{ère} classe VASSELIN, Agathe, ayant témoigné dans le n°19 du magazine « Soutenir » du service du commissariat des armées, pour la période octobre/décembre 2021, pp. 34-35.

Sondages et enquêtes d'opinions :

- Enquête d'opinions conduite auprès d'une vingtaine d'officiers et sous-officiers de gendarmerie au sujet de l'introduction en gendarmerie des RPJ/RPC, menée de janvier à février 2025.
- Interviews de quatre réservistes opérationnelles, ayant préalablement été militaires d'active et ayant fait le choix de la réserve pour garantir leur équilibre familial, menées de septembre à décembre 2024.
- Sondage d'une vingtaine de personnes (civils et militaires) sur la connaissance du statut militaire, mené de novembre 2024 à janvier 2025.
- Sondage de 34 anciens militaires et 12 anciens gendarmes sur l'analyse des motifs de départs anticipés de l'institution, mené d'octobre 2024 à février 2025.

Liste des acronymes

A :

- APNM : associations professionnelles nationales militaires

C :

- CEDH : Cour européenne des droits de l'homme
- CEMA : Chef d'Etat-Major des armées
- CFM : conseil de la fonction militaire
- CJUE : cour de justice de l'Union européenne
- CNMSS : caisse nationale militaire de sécurité sociale
- CODEF : code de la défense
- COMSUP FAA : commandant supérieur des forces armées aux Antilles
- CSFM : conseil supérieur de la fonction militaire

D :

- DETT : directive européenne sur le temps de travail
- DGGN : direction générale de la gendarmerie nationale
- DRHAT : direction des ressources humaines de l'armée de terre
- DRH-MD : direction des ressources humaines du ministère de la défense

E :

- EMA : Etat-major des armées
- EPCI : établissement public de coopération intercommunale

H :

- HCECM : Haut comité d'évaluation de la condition militaire
- HEM : hypothèse d'engagement majeur

I :

- IA : intelligence artificielle
- IEM : indemnité d'état militaire
- IGAR : indemnité de garnison
- IMGGM : indemnité de mobilité géographique du militaire
- ISAO : indemnité de sujétion pour absence opérationnelle

M :

- MGA : Major général des Armées
- MINARM : Ministère des Armées

N :

- NPRM : nouvelle politique de rémunération des militaires

R :

- RJD : retraite à jouissance différée
- RJI : retraite à jouissance immédiate
- RPC : repos physiologique compensateur
- RPJ : repos physiologique journalier

S :

- SALA : systèmes d'armes létaux autonomes
- SGM : statut général des militaires
- STADEF : stade de défense

Table des matières

<i>Résumé.....</i>	<i>5</i>
<i>Abstract.....</i>	<i>6</i>
<i>Introduction.....</i>	<i>8</i>
<i>Partie 1 – Le statut général des militaires ou la définition des caractéristiques inhérentes du militaire.....</i>	<i>11</i>
A- Des exigences comme creuset de la spécificité militaire	11
1) Le sacrifice et le sacrifice suprême, fondements d’une mission singulière	12
2) La neutralité et le loyalisme, garants de la préservation de l’action	13
3) La discipline et la disponibilité, au service de la bonne conduite de la mission	14
B- Des protections, garanties et compensations en témoignage de la considération de la Nation	16
1) Les protections juridiques	17
2) Les garanties d’une réparation	18
3) Les compensations statutaires.....	19
<i>Partie 2 – Les évolutions du statut général des militaires ou la préservation d’un équilibre fragile.....</i>	<i>21</i>
A- Le militaire, un individu de moins en moins singulier	21
1) Dans sa vie professionnelle.....	21
2) Dans sa vie familiale.....	23
3) Dans sa vie citoyenne.....	24
B- Un militaire au visage nouveau	25
1) Pour répondre à des besoins de recrutement et de fidélisation.....	26
2) Pour répondre à la volonté politique de montée en puissance des réserves	27
<i>Partie 3 – L’avenir du SGM à l’aube de défis structurants.....</i>	<i>30</i>
A- S’adapter aux évolutions sociétales.....	31
1) L’obligation de disponibilité questionnée.....	31
2) Une flexibilité toujours plus recherchée.....	34
B- S’adapter aux nouvelles conflictualités.....	35
1) La perspective d’un SGM modulable	35
2) Le sacrifice suprême repensé à l’aune des évolutions technologiques	35
<i>Conclusion.....</i>	<i>38</i>
<i>Annexe</i>	<i>39</i>
<i>Bibliographie</i>	<i>41</i>
<i>Liste des acronymes.....</i>	<i>46</i>